

Filière coton : deux nouveaux projets pour booster la productivité

■ **Le lancement officiel de ces projets, financés à hauteur de 14 milliards de francs CFA par la Coopération allemande et l'Union européenne, a eu lieu à Garoua.**

“ **A**ccompagnement des mutations du Bassin cotonnier du Cameroun-Programme d'Appui au Développement rural – ABC-PADER - et Projet Global «durabilité et valeur ajoutée» dans les chaînes d'approvisionnement agricoles - ProCoton ». Tels sont les deux projets qui ont été officiellement lancés à Garoua le mercredi 4 novembre 2020 par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairobé, qu'assistait pour la circonstance, le ministre délégué auprès du ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, Paul Tassong.

Ces deux projets bénéficient du cofinancement de la Coopération allemande et de l'Union européenne. La mise en œuvre de ces projets couvre les trois régions septentrionales, principaux bassins de production du coton dans notre pays. Il faut dire avec force que le Cameroun est le cinquième pays producteur de coton en Afrique subsaharienne. C'est dire que le coton revêt une importance stratégique par rapport à l'économie des trois régions productrices : l'Extrême-Nord, le Nord et l'Adamaoua. Ce coton est en majorité cultivé par des petits agriculteurs. Les sols dans les régions de production sont déjà fortement dégradés et la fertilité est faible. Les rendements moyens de l'ordre de 1,4 tonnes par hectare sont très faibles, comparés à d'autres pays producteurs, de même qu'au vu du potentiel de plus de 2 tonnes par hectare que les variétés actuellement cultivées présentent. C'est dire que ces deux projets arrivent à point nommé.

Le Programme ABC-PADER, s'appuie sur une approche participative à tous



Photo de famille

les niveaux et bénéficie des acquis du Programme précédent, ABC-PADER. Il compte exploiter le potentiel de la Sodecoton/Confédération nationale des producteurs du coton du Cameroun (CNPC-C) en qualité d'acteurs clés du développement de la région. Afin d'atteindre son objectif d'une manière durable, ABC-PADER renforce les capacités des acteurs à travers une approche faire-faire. Son objectif est d'améliorer les performances économiques des acteurs privés de l'agriculture et de l'élevage en tenant compte des systèmes de production adaptés au changement climatique.

Quant au projet ProCoton, il vise la création de la valeur ajoutée à partir du coton durable (fil, tissus, etc) En outre, la cérémonie de lancement officiel de ces nouveaux projets a connu la participation de la fine fleur administrato-politique locale, des élus locaux et du peuple, des élites et forces vives, des opérateurs économiques, des responsables du bureau exécutif de la CNPC-C, entre autres, au premier rang desquels le gouverneur de la région du Nord, Jean Abate Edii. Les représentants et mandataires des bailleurs de fonds et des organismes donateurs, notamment de l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne, de la délégation de l'Union européenne au Cameroun ainsi que de la GIZ n'étaient pas en reste.

Ces nouveaux sont planifiés pour la période allant de septembre 2020 à décembre 2024. Selon les clauses de la convention signée entre le gouvernement camerounais et les deux partenaires, ces projets visent à améliorer la situation socio-économique et les revenus dans une perspective de préservation des ressources naturelles et, d'adaptation aux effets de changements climatiques dans le bassin cotonnier du Cameroun en particulier des femmes et des jeunes. Toujours selon les mêmes clauses, les principaux bénéficiaires de ce vaste programme sont les petits producteurs, les transformateurs, les éleveurs, les entreprises privées du secteur du textile, de l'habillement et les entrepreneurs agropastoraux, avec un accent particulier sur les couches vulnérables que constituent les jeunes et les femmes.

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a précisé à l'occasion, que le coton est l'une des spéculations les plus rentables de notre pays. Par conséquent, les populations doivent tirer au maximum de ces projets. Il a profité de son séjour de Garoua pour présenter le document de stratégie nationale de développement de la filière anacarde aux populations du Septentrion et en a procédé à sa remise à quelques acteurs clés de cette filière.

Djaoudjaourou

Le Recensement général de l'agriculture et de l'élevage en marche !



D'après le Programme Mondial de Recensement de l'Agriculture 2020 de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le recensement de l'Agriculture est une opération statistique de collecte, de traitement et de diffusion des données structurelles sur l'Agriculture, couvrant l'ensemble ou une partie significative d'un pays. C'est le seul programme statistique qui produit des informations structurelles sur les exploitations agricoles aux plus bas niveaux géographique et administratif et, par conséquent, c'est une source essentielle d'informations pour les responsables gouvernementaux et autres décideurs. Un recensement agricole couvre les aspects de l'Agriculture qui changent relativement lentement au fil du temps et sont donc entrepris au moins une fois tous les dix ans.

A titre de rappel, le dernier recensement de l'Agriculture s'est déroulé en 1984 au Cameroun. Trente-six (36) ans plus tard, les données collectées, traitées et diffusées dans le cadre de cette opération sont devenues caduques et par voie de conséquence ne facilitent pas au gouvernement et aux acteurs impliqués de prendre des décisions

idoines, d'assurer la planification, l'exécution et le suivi-évaluation harmonieux des activités. In fine, les politiques publiques et les programmes de développement des sous-secteurs agropastoraux en pâtissent.

En vue d'inverser radicalement cette tendance et permettre la mise à disposition des informations statistiques ou mieux une base de sondage actualisée, le Président de la République a institué par décret N°2015/292 du 29 juin 2015, un Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE).

Placé sous la double tutelle du ministère en charge de l'Agriculture et du Développement Rural (Minader), et du Ministère en charge de l'Elevage des Pêches et des Industries animales (Minepia), le RGAE est une opération d'envergure nationale ayant pour objets:

- de produire des informations statistiques structurelles fiables, pertinentes et suffisamment désagrégées (régions, départements, arrondissements et villages) sur toutes les exploitations agropastorales et leur environnement;
- de renforcer les capacités opérationnelles et techniques des cadres du Minader (Direction des Enquêtes et des Statistiques Agricoles) et

du Minepia (Direction des Etudes, de la Programmation, de la Coopération et de la Statistique) au niveau central et déconcentré, et des acteurs de terrain;

- de mettre en place un système d'archivage des données et de renforcer la plateforme de diffusion de données statistiques CountryStat, terminal de données en ligne;
- de contribuer à la mise en place du Système Permanent et Intégré de Statistiques Agropastorales (SPISA); dispositif qui fournira chaque année des données actualisées sur les prévisions, la production et les superficies agricoles, le cheptel et l'aquaculture, les revenus des ménages, leur situation alimentaire et nutritionnelle, les prix, etc. Le RGAE est exécuté selon l'approche modulaire préconisée par le Programme Mondial de Recensement de l'Agriculture 2020 de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). En cohérence avec cette approche, le grand chantier actuel du RGAE est le module de base qui sera réalisé en mutualisation avec le 4^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) instruite par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement.



Exemple d'animaux d'élevage à recenser



Le module de base constitue le module central du recensement. Il permet de recueillir les informations sur la structure de l'agriculture, de l'élevage, de l'aquaculture et de la pêche. C'est un module qui couvre toutes les exploitations agropastorales et aquacoles (dénombrement exhaustif), mais ne recueille qu'un éventail limité de données essentielles, nécessaires pour caractériser l'agriculture, l'élevage, l'aquaculture et constituer les bases de sondages nécessaires à l'exécution du module complémentaire et des modules thématiques. Les données collectées à cette phase portent sur la taille des exploitations agricoles (agriculture, élevage, aquaculture), le mode de faire-valoir des terres, l'utilisation des terres, les superficies récoltées, le cheptel, les actifs, la main d'œuvre et les autres facteurs de production agricole.

La phase préparatoire du module de base a commencé depuis plusieurs mois et les principaux résultats obtenus dans le cadre des activités réalisées conjointement avec le 4^{ème} RGPH sont listés ci-

dessous:

- manuel de procédures administratives, financières, opérationnelles et comptables pour la cogestion des ressources financières des activités mutualisées, élaboré conjointement par le RGAE et le 4^{ème} RGPH et approuvé par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement;
- convention entre le 4^{ème} RGPH et le RGAE rédigée et en attente de validation;
- documents liés à la gestion du matériel sur le terrain élaborés et en attente de validation;
- documents techniques élaborés et en attente de validation (questionnaires, manuels d'instruction, guides, fiches, supports et messages de communication, plan de communication et de sensibilisation, zones de dénombrement, chronogramme de la mutualisation, etc.);
- documents financiers, y compris le plan de décaissement, préparés et en attente de validation;
- closing financier préparé;
- compte Trésor pour le virement des ressources financières allouées aux activités mutualisées, ouvert par le Ministre des Finances;

- régisseur des ressources issues de la mutualisation des opérations de collecte des données du dénombrement principal du 4^{ème} RGPH et du module de base du RGAE, nommé par le Ministre des Finances.

En perspective, le RGAE poursuivra pour les parachever, la mise en œuvre des activités préparatoires du module de base afin de permettre d'assurer sereinement la collecte de données proprement dite qui est imminente et dont la réalisation se fera dans le cadre de la mutualisation et en cogestion avec le 4^{ème} RGPH conformément aux instructions du Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

André Mbairanodji
Directeur des Enquêtes et des Statistiques Agricoles (DESA)
Coordonnateur National du Recensement Général de l'Agriculture et de l'Élevage (RGAE)

Développement du secteur semencier : Un document de référence élaboré

■ *Le ministre délégué auprès du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, madame Clémentine Ananga Messina a présidé la double session du Conseil National des Semences et Obtentions Végétales (CONSOV). Au terme de ces deux sessions, un document de référence a été validé et va permettre à concourir à l'amélioration de la productivité agricole au Cameroun.*

Les sessions consécutives du CONSOV tenues à Yaoundé et Mbalmayo avaient des objectifs bien distincts. La 8ème session était consacrée à l'examen des protocoles des tests de DHS (Distinction, Homogénéité et Stabilité) et VAT (Valeur Agronomique et Technologique) des variétés de pomme de terre, maïs, oignon, niébé et pastèque.

La 9ème quant à elle consistait à examiner d'une part, les projets de règlements techniques de production, du contrôle et de la certification des greffons et plants greffés d'avocats, des portes greffes et greffons de manguier et des portes greffes et greffons d'agrumes. Il était également question de mener une étude approfondie sur le Plan National de Développement des Semences Agricoles élaborées avec l'appui technique de la FAO.

Ces rencontres des acteurs clés de la filière semence, notamment les opérateurs semenciers (pépiniéristes, multiplicateurs, exportateurs, distributeurs), les ministères sectoriels, ont permis de ressortir un document unique faisant objet de référence. Les informations et instructions y inscrites seront appliquées par tous les agriculteurs, dans le but de booster non seulement la production qualitative mais aussi quantitative. « Pour avoir de bon rendement et réussir dans l'agriculture, il faut d'abord opérer par le choix d'une bonne semence. C'est l'enjeu de



Une attitude de Madame le Ministre Délégué pendant son discours

cette double session. Les documents soumis à notre attention constituent un guide indispensable pour les chercheurs/obtenteurs, les producteurs, les opérateurs semenciers et les administrations semencières. » déclare Clémentine Ananga Messina, d'entrée de jeu.

Au terme de cette double session, les membres du CONSOV ont dans une première approche, donné un avis favorable pour l'homologation par le Minader des projets de protocoles d'examen de distinction d'homogénéité et de stabilité (DHS) et de la valeur agronomique et technologique des variétés de maïs, oignons, de pastèque, de niébé ainsi que de la pomme de terre. Dans le second volet, ils ont donné leur accord pour l'homologation des projets de règlements techniques officiels de production, contrôle et certification des agrumes, manguiers avocatier, anacardier et ananas.

Le CONSOV a été créé conformément à l'article 8 de la loi N°2001/014 du 23 juillet 2001 relative à l'activité semencière. Il a été organisé par la suite par le décret

N°2005/153 du 04 mai 2005 portant création, organisation et fonctionnement du Conseil National des Semences et Obtentions Végétales. Il est un organe consultatif chargé de donner un avis sur l'ensemble des questions relatives à la production, la commercialisation, au contrôle de qualité, à la certification des semences et plants et aux obtentions végétales.

A titre de rappel, il a pour mission de conseiller le gouvernement sur tous les sujets concernant le développement durable de la filière semencière, émettre un avis sur les projets de textes législatifs et réglementaires relatifs à l'activité semencière, proposer l'inscription ou la radiation des espèces et variétés au Catalogue Officiel des espèces et variétés, émettre un avis sur les demandes de soutien financier adressées au Fonds Semencier, émettre un avis sur l'introduction dans le territoire national des nouvelles technologies, y inclus les organismes génétiquement modifiés relatifs au matériel végétal.

Pauline Mbiadou



Solanum potato evolution in the Boyo Division, North West region

■ *What has become of solanum potato in Boyo Division*

Potato constitutes one of the most cherished food items in the world, in addition to rice and wheat. It contributes to almost 50% of the total tuber and root crop production. Potato has a good food value as compared to other staple food crops as it is rich in carbohydrates and also contains proteins and minerals.

It was introduced in Cameroon during the German colonial period (1884-1914). Significant production occurred after the introduction of new varieties by the British and Dutch governments.

In terms of food production and importance, potato ranks 4th after wheat, rice and maize and 5th as food and industrial crop. It ranks 1st in terms of volume produced among root and tuber crops, with an annual production of approximately 300 million tons grown on about 19 million hectares (ha) (FAO, 2008)

Though not counted as a staple food in Cameroon, it's becoming an important agricultural commodity in the country. It is grown in

the highland zones of six regions: North West, West, Adamaua, South West, Far North and Littoral with the Western highlands North West and West Regions accountable for 80% of the natural production. The crop has now assumed a cash food crop status with an annual tonnage of over 250.000 tonnes, grown on over 70.000 hectares in Cameroon and is one of the main sources of revenue to farmers of these regions. Boyo Division, made up of four subdivisions, pride itself as one of the divisions in the North West Region with an old age history in the production of Irish potato. The division has a population of about 180,000 inhabitants with 80% of them involved in agriculture, especially in the domain of potato farming.

Solanum potato started in the Kom land a longtime ago with the cultivation of local varieties with principal production basins being; Anyajua and Mbessa in Belo Subdivision, Abuh and its environs in Fundong subdivision. With the advent of MIDENO in the 1980s some improved varieties such as CIPIRA and TUBIRA were introduced to farmers from IRAD. Farmers in the major production zones changed to these new varieties, which were high yield-

ing and resistant to blight and other diseases.

The sector became organized when the Ministry of Agriculture and Rural Development put in place the programme to strengthen the solanum potato sub sector, (PRFPT). All the common initiative groups (CIG) in Boyo involved in potato production came together and formed the 'Boyo Potato Producer Union'.

In 2012, this union was transformed into the Boyo Ngoketujia Solanum Producers Cooperative Social LTD with a board of directors. The programme started supporting the cooperative with inputs such as: improved seeds, with varieties including MONDIAL, SPOUNTA, DOSA and CIPIRA. The programme also provided pesticides, chemical fertilizers and organic manure. Groups were given knapsack sprayers all in a bid to boost production. The groups that received grants were supposed to plough back the proceeds from sales of potatoes to ensure sustainability. It should be noted that the cooperative involved Boyo and Ngoketujia potato famers. Thus the divisional coordination ran across Boyo and Ngoketujia divisions. The programme built a potato store at Belo so that potato could be stored there before sales. Before the coming of the programme, production data was not tracked. PRFPT gave seeds and inputs to farmers every year and as a result between 2012 and 2016, production rose steadily from about 15000 to 30.000 tons. Even before the socio political crisis started, sales of potato via the cooperative did not quite go well as envisaged due to poor management and lack of modern marketing skills and above all, farmers were already comfortable with the local market prices. A 20 litres bucket of Irish potato rose from 350 to 3500 Fcfa within a period of ten years. The programme to strengthen the solanum potato sub sector ended in 2018. Since then the sector has not received any more grant. There has been no proper follow-up due to the ongoing crisis. Hope things get back to normalcy so that work can continue as usual.

Heris Nange Tohnain

La culture de la pomme de terre : un vivier d'opportunités



Des pommes de terre

■ *Cette denrée de plus en plus appréciée par les camerounais, représente de réelles opportunités pour les producteurs.*

Au Cameroun, la pomme de terre peut se cultiver dans les localités suivantes : la Menoua, les Bamboutos, le Boyo, la Mezam, le Bui, le Noun, les Hauts plateaux, la Vina, le Ndonga Mantung, le Khoung Khi et le Lebialem. De plus en plus, l'Extrême-Nord présente des performances intéressantes. Mais bien que les températures ne soient pas assez élevées, les flancs des montagnes dans la région du Centre font actuellement l'objet d'une réelle expérimentation. Une altitude supérieure ou égale à 100 m est l'idéal. La température la plus élevée pour la culture de la pomme de terre se situe entre 15 et 25°C. Sa culture est possible à sec pendant la saison pluvieuse ou en culture irriguée du départ jusqu'à la fin du cycle, une répartition rigoureuse est exigée : les quantités d'eaux nécessaires tournant autour de 600mm.

La préparation du sol

Sols bien drainés, riches, sains et profonds, telles sont les caractéristiques majeures que doit présenter le sol choisi pour la culture de la

pomme de terre. Il est recommandé ici d'engager la préparation du sol avant les premières pluies. Mars est le mois indiqué dans toute la région du Sud. Pour la première campagne, les mois de février et mars sont indiqués, quant à la deuxième campagne, les mois de juillet et août sont à mettre à profit. Au niveau de la zone sahélienne, elle doit se faire en avril et mai, la profondeur de la plantation doit être homogène et les zones de stagnation d'eaux sont à éviter. Ce n'est que dans le cas où la présence des chenilles ou nématoses a été identifiée qu'un traitement du sol se fait. Une fois le sol apprêté, il convient aussi de mettre l'accent sur le choix des variétés.

Comment réussir son choix de variétés

Il existe plusieurs variétés de pommes de terre au Cameroun. Elles doivent être choisies en fonction de leur adaptabilité et des objectifs de production. On note l'existence des variétés Tubira : elle a un rendement de 30 à 40 tonnes à l'hectare et produit entre 90 et 120 jours. Elle se cultive avec de meilleures performances dans les régions de l'Ouest, du Nord et de l'Adamaoua. Elle est très recommandée pour les chipses, frites et plusieurs mets africains. Elle résiste passablement à la bactériose foliaire et à la pourriture racinaire ainsi qu'à la virose. L'IRAD

met cette variété à la disposition de tout producteur intéressé. La variété Cipira est une autre produit de l'IRAD. Elle a un rendement potentiel de 30 à 35 tonnes à l'hectare. Et son cycle de culture met entre 90 et 120 jours. Elle est très appropriée pour les régions de l'Adamaoua du Nord Ouest et de l'Ouest. Elle donne satisfaction pour la confection des repas africains. Elle tolère légèrement un peu plus la bactériose foliaire et la pourriture racinaire ainsi que la virose. Ces semences sont également disponibles à l'IRAD. Plusieurs autres variétés existent et présentent sensiblement, les mêmes caractéristiques. Le Cameroun par l'entremise du Ministère de l'Agriculture et du Développement rural avec l'aide de la coopération Allemande entend faire de ce secteur un vivier d'opportunités. Les régions de l'Ouest et du Nord-Ouest réunissent 80% de la production de la pomme de terre.

Officiellement, la production de la pomme de terre se situe entre 220 200 et 400 000 tonnes depuis 10 ans selon la clémence du climat. Mais elle est largement en dessous de la demande nationale qui atteint parfois un million. De l'avis des experts, le déficit est lié au difficile accès aux semences traditionnelles. Leurs rendements sont très faibles (7 à 13 tonnes à l'hectare).

Edithe Nadège Messoum

Gabriel Mbaïrobé au milieu des contingences économiques



Gabriel Mbaïrobé entouré de quelques entrepreneurs agropastoraux

■ ***Le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural Gabriel Mbaïrobé s'est attelé depuis son arrivée le 04 janvier 2019, à concilier la productivité agricole dans toute sa perspective économique en incluant les enjeux du développement rural, lieu d'action du monde paysan.***

La préoccupation majeure de l'agriculture moderne d'aujourd'hui s'articule essentiellement sur la problématique économique et ses divers modes d'expansion. Si pour d'aucuns, faire de l'agriculture correspond à trouver de quoi manger, pour d'autres, le prolongement de la question est avant tout d'ordre économique.

Puisque l'homme ne semble pas vivre uniquement du pain. Les questions essentielles sont ainsi devenues des questions politiques, des questions sociales, des questions environnementales, des questions vitales tout court. Une sociologie de l'agriculture pour parler simple inclurait tant soit peu, toutes les articulations à travers lesquelles le circuit agricole

homogène s'intègre et se prolonge sur des axes exogènes et hétérogènes.

L'agriculture est une économie à enjeux variables. Le Cameroun, pays émergent en 2035 tel que projeté par le président de la République n'est pas qu'une vision. La vision n'est pas un fait. La vision politique constitue une panacée,



une cure qui prend corps dans les enjeux sommaires et se décline par entités spécifiques à travers chacune des sphères de l'action gouvernementale. Aucune entité n'est en reste. Parlant de l'agriculture, Gabriel Mbairobé s'est voulu conciliant dans l'ensemble. La politique agricole constitue une vaste opération dont la matérialisation touche en un instant, tous les 58 départements du pays. Pas un espace n'est oublié. Les hommes, les

femmes, les secteurs public et privé sont concernés. Il y va de la survie même de notre économie. Conscient de l'ampleur de la tâche, Gabriel Mbairobe s'est engagé tout entier, exhortant ses collaborateurs au suivi des actions, à l'opérationnalité des choix sur le terrain. Le Cameroun, terre des opportunités emploie plus de la moitié de ses enfants dans l'agriculture. Cette masse active a de quoi inciter au progrès de la croissance par le fait de l'augmentation de la productivité agricole ainsi souhaitée.

Le champ d'action est vaste, pluriel même. C'est pour cela que l'importance des Projets et Programmes est capitale dans l'opérationnalisation de la politique agricole nationale. Car les acteurs de l'économie agricole ont besoin d'être accompagnés. Si les terres sont viabilisées, elles ne constituent pour autant pas le seul élément de l'ensemble du corps de production. La formation, l'enseignement agricole ont pris une place prépondérante. Le lancement de la campagne agricole, jour de plein droit où le patron du département ministériel donne le ton à la vocation agricole au service de l'économie nationale met en exergue la nécessité pour le monde agricole de constituer un puissant socle du développement local. Un développement intégré, participatif par zone agro écologique. Depuis de longues dates, la volonté du gouvernement de la République, à chaque lancement de la campagne agricole, marquée par la distribution des semences de qualité et en quantité aux agriculteurs sonne comme un encouragement à cette masse paysanne afin que les défis qui sont les leurs ne faiblissent pas du fait de la modicité des moyens de survie du monde paysan. Gabriel Mbairobe, une fois de plus s'y est attelé. L'ampleur de la pandémie du corona virus n'a pas empêché la pérennisation de cette démarche républicaine. Le gouvernement est et restera au chevet des agriculteurs. Les enjeux sont nombreux, le relèvement de la balance commerciale appuyée par des importations des denrées alimentaires dont on se

passerait volontiers. Le relèvement des productions locales des produits de rente tels que le cacao et le café. Le caoutchouc, la banane et les autres produits d'exportation sont suivis par des objectifs spécifiques accrochés par des Programmes.

Le relèvement du niveau du développement rural

Il est pour l'agriculture le pilier sur lequel elle s'appuie pour se développer. Une politique d'ensemble, du monde rural ne s'émanche que pour contribuer à l'essor du pouvoir agricole. Celui qui consiste à tracer la vocation d'un produit agricole du champ à l'agro-industrie. Cette mission acquise à la chaîne de valeur tient son énergie de la capacité du monde rural à constituer une vitrine transversale de ses propres défis. Si le monde rural donne autant à l'économie, il mérite d'en recevoir autant. Les défis ruraux sont une priorité. Le développement des pistes rurales et des infrastructures de base locales sont d'une importance capitale. Les agriculteurs ont besoin des outils de communication, de télécommunication, des outils technologiques, des bâtiments de stockage, de transport des produits, de transformation, le machinisme multi fonctionnels, de l'appui à l'autonomisation agro pastorale et agricole, des outils énergétiques, des techniciens du génie rural et bien d'autres modules fonctionnels envisageables pour le monde rural. Bras dessus dessous, les branches agricoles et du développement rural forment un tout dont le maître d'œuvre Gabriel Mbairobé, par sa connaissance du terrain, contribue à l'éclosion de cet ensemble au profit de l'économie nationale. L'amélioration des conditions de vie du monde agricole reste un défi pour les pouvoirs publics. La qualité de l'habitat, les soins de santé des travailleurs et l'autonomisation de leurs activités participeront à long terme au relèvement de l'économie locale et à la pérennité de cette main d'œuvre sans laquelle aucun défi n'est possible.

Théophile Awana

All you need to know about the vegetable spice, onion

Onions are cultivated and used around the world as a food item. They are usually served cooked, as a vegetable or part of a prepared savory dish, but can also be eaten raw. They are pungent when chopped and contain chemical substances, which irritate the eyes. Onions are healthy whether they're raw or cooked, though raw onions have higher levels of organic sulfur compounds that provide many benefits. A 2005 study in the *Journal of Agricultural and Food Chemistry* found that there is a high concentration of flavonoids in the outer layers of onion flesh, so you'll want to be careful to remove as little of the edible part of the onion as possible when peeling it.

The nutritional facts of onion, according to the U.S. Food and Drug Administration that regulates food labeling through the National Labeling and Education Act, indicates that onion encourages a healthy heart in many ways, including "lowering of blood pressure and heart attack risk.

"The polyphenols in onions act as antioxidants, protecting the body against free radicals. Eliminating free radicals can help encourage a strong immune system. Onions also contain quercetin, which reduces allergic reactions by stopping your body from producing histamines, which are what make you sneeze, cry and itch if you're having an allergic reaction.

Cancer

A 2015 meta-analysis found that the intake of allium vegetables, including onions, was associated with reduced gastric cancer risk. According to *World's Healthiest Foods*

from the George Mateljan Foundation, eating between one and seven servings of onions per week may help reduce the risk of colorectal, laryngeal and ovarian cancer. Eating several servings of onions, a day may help decrease the risk of oral and esophageal cancer. Onions may help with some side effects from cancer treatments, as well. A 2016 study published in *Integrative Cancer Therapies* found that consuming fresh yellow onion helped lessen insulin resistance and hyperglycemia in breast cancer patients undergoing a form of chemotherapy known to cause insulin resistance.

Eating several servings of onions, a day may help decrease the risk of oral and esophageal cancer. Onions may help with some side effects from cancer treatments, as well. A 2016 study published in *Integrative Cancer Therapies* found that consuming fresh yellow onion helped lessen insulin resistance and hyperglycemia in breast cancer patients undergoing a form of chemotherapy known to cause insulin resistance.

Digestion

The fiber in onions promotes good digestion and helps keep the body regular. Additionally, onions contain a special type of soluble fiber called oligo fructose, which promotes good bacteria growth in your intestines. One 2005 study in *Clinical Gastroenterology and Hepatology* found that oligo fructose may help prevent and treat types of diarrhea.

Regulating blood sugar

The chromium in onions assists in regulating blood sugar. The sulfur in onions helps lower blood sugar by triggering increased insulin production. One 2010 study in the journal *Environmental Health Insights* revealed that this might be especially helpful to people with diabetes. People with Type 1 and Type 2 diabetes who ate red onions showed lower glucose levels for up to four hours.

Bone density in older women

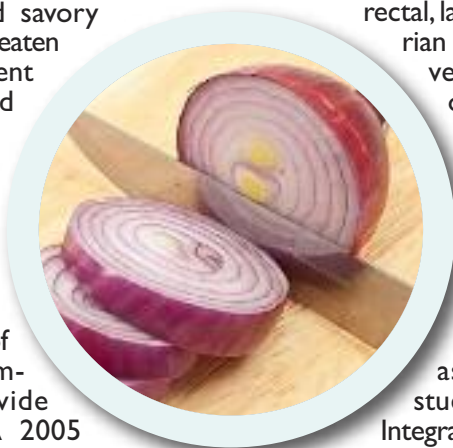
A 2009 journal *Menopause* found that daily consumption of onions improves bone density in women who are going through or have finished menopause. Women who ate onions frequently had a 20 percent lower risk of hip fracture than those who never ate onions.

Nevertheless the consumption of onion can cause some minor adverse effects in the body. While not especially serious, eating onions can cause problems to some people. The carbohydrates in onions may cause gas and bloating, according to National Digestive Diseases Information Clearinghouse. Onions, especially if consumed raw, can worsen heartburn in people who suffer from chronic heartburn or gastric reflux disease : Eating a large amount of green onions or rapidly increasing your consumption of green onions may interfere with blood thinning drugs, according to the University of Georgia. Green onions contain a high amount of vitamin K, which can decrease blood thinner functioning.

It is also possible to have food intolerance or an allergy to onions, but cases are rare. People with onion allergies may experience red, itchy eyes and rashes if an onion comes into contact with the skin. People with intolerance to onions may experience nausea, vomiting and other gastric discomfort.

Lastly, studies encouraged people to make sure their onions are fresh. Onion kept for a long time easily gets bad. Onions spoil much faster if they are chopped or sliced. If you cut up your onions for later use, be sure to refrigerate them in a closed container. A 2015 study found that unrefrigerated yellow onions showed potential growth of *E.coli* and salmonella, though refrigerated ones did not.

Heris Nange Tohnain





Culture de l'oignon : Une filière pleine d'espoir

■ Grâce à la bulbification accélérée du fait des hautes températures, il y a ralentissement du cycle de culture. Ce phénomène fait de la partie septentrionale du Cameroun une zone idéale pour la culture de l'oignon.

Il faut planter l'oignon à 18°C minimum. Sa culture se pratique sur tous les sols, mais ne s'accommode pas avec l'acidité excessive. Une pluviométrie comprise entre 500 et 100 mm/an et des durées d'éclairement de 12 à 13h par jour. Mais la production locale de graines est difficile, car elle a lieu la 2^{ème} année de culture en zone tempérée. On utilise alors les graines importées. Il existe dans ces zones deux modes de semis : le sémi direct des plants, c'est-à-dire à partir des plants issus des pépinières âgées de 40-60 jours, et le sémi à pépinière, à partir de petites bulbes (bulbilles). Elle appartient à la famille des liliacées, son nom scientifique est *Allium cepa*.

Conditions techniques pour une culture simple mais rigoureuse.

La densité en pépinière est de 1500 à 2000 plantes/m². On compte environ 300 à 500m² de pépinières

pour planter 1 hectare. Après la transplantation au champ, les peuplements varient de 40 à 70 plantes/m² en fonction de la qualité souhaitée. Il est aussi à noter qu'après la récolte, le stockage se fait dans les abris bien ventilés à température constante supérieure à 28°C ou comprise entre 4 et 7°C.

De la préparation du sol à la récolte

Cette culture passe par 08 (huit) étapes, toutes indispensables à une productivité réussie : les semis, la pépinière, le repiquage, l'entretien, la fertilisation et la protection phytosanitaire. La préparation du sol implique par exemple une double exigence : au cas où le sol est trop tassé, le bulbe se formera mal ou encore si le sol est trop humide, il peut provoquer son pourrissement, le émi quant à lui offre un avantage rare du fait de la multitude de (variétés) de ses modes : il s'agit du sémi direct, du sémi en pépinière

et du sémi à partir des bulbilles (petits oignons). Ce dernier offre le rendement le plus élevé malgré sa forte contrainte : les bulbilles sont d'abord récoltées, conservées et encore replantées. Plusieurs variétés de cette culture sont cultivées dans le grand bassin agricole du septentrion : la variété oignon « No Flaye » donne des rendements entre 40 et 60 tonnes. De couleur violacée, elle est très homogène. Le diamètre se situe entre 5 et 8 cm. Le cultivateur, le vendeur ou le consommateur peut le conserver. La densité de semis de la culture est de 500 000 à 700 000 plants/ha.

Exigences d'une culture d'oignon plus rentable.

Troisième culture de la zone septentrionale après respectivement le coton et l'arachide, l'oignon peut booster sa productivité, donc sa compétitivité en souscrivant au moins à trois conditions liées à la conservation, au rendement et au semis par bulbilles. Un meilleur rendement passe par une bonne conduite de la culture à l'aide de variétés améliorées pouvant atteindre 40 à 70 tonnes/ha au lieu de 10 à 20 tonnes/ha en moyenne comme de tradition. Une meilleure conservation doit impérativement prendre compte de hangar sec, aéré et en couches superposées et surtout de l'élimination systématique et immédiate des bulbes pourries ou détériorées. La durée de conservation varie entre 4 et 8 mois.

Enfin, quant au semis à partir des bulbilles, c'est la technique aux rendements les plus élevés, mais très contraignantes. Les bulbilles (petits oignons) sont successivement récoltées, conservées et ensuite replantées avec grand soin. Tels sont les gages de la réussite pour un produit au prix très fluctuant. Bon à savoir, le sac d'oignons atteint les prix-records de 120 000 Francs CFA à Yaoundé, soit 6 fois plus que d'habitude. Une bonne partie de ces oignons est vendue dans les pays voisins, notamment la Guinée Equatoriale et le Gabon.

Edithe Nadège Messoum

Prosapva steps up the promotion of wheat production in Cameroon

■ *Wheat production a dream come true in the Adamawa Region.*

After the remarkable results of 1.5 – 3 tons per hectare obtained in the field with the adaptability test of some varieties of wheat in certain localities of Cameroon in the 2018 and 2019 farming season, the National Farmers' Structuring, Support and Agricultural Extension Project (PROSAPVA) continues to promote the production of the crop in Cameroon.

In the 2020 farming season, PROSAPVA set up Farmer Field Schools (FFS) for wheat in the Regions of Adamawa and West with 5 varieties namely: IRAD I, IRAD II, Afisa, Banyo and Bamenda. PROSAPVA provided technical and material support to farmers in setting up these FFS in term of inputs (seeds, fertilizers and pesticides) and training on the method of cultivating wheat.

Around 3ha were set up in 4 localities of the West Region (Bangourain, Bandjoun, Bagante and Bansoa) with the IRAD I and Banyo varieties, while 17ha of FFS were put in place in the locality of Wassande, Adamawa Region with 10 Cooperatives using IRAD I, IRAD II, Afisa, Banyo and Bamenda varieties. The role of these FFS is to create awareness and interest in the farmers nearby so that when they see the success of cultivating wheat, they can be motivated to engage in it.

In an interview with the National Coordinator of PROSAPVA, Mr Dougdje Mahama during his visit to Wassande wheat farm by STV journalist, he expressed his



Wheat farm

satisfaction with the level of progress of the farm and appreciated the willing spirit of the farmers who left the crops like maize that they are used to cultivating every year to enter into wheat cultivation.

The Coordinator also emphasizes the importance of local wheat production, stating that Cameroon spends over 150 billion FCFA on wheat importation each year and with the increasing population, the importation will double in coming years. Cameroon imports 47% from Russia, 35% from France and 18% from Canada and expects to import 900,000 tons by the end of

2020. It is therefore imperative that as the Government promised, it should increase the support to local farmers in the production of this crop so that importation could reduce progressively.

It is in this light that the Minister of Agriculture and Rural Development has given the go ahead to PROSAPVA to continue the awareness creation for wheat production in Cameroon, considering its high demand for food and its nutritional benefits (Calories: 340 kcal; Water: 11%; Protein: 13.2g; Carbs: 72g; Sugar: 0.4g; Fiber: 10.7g; Fat: 2.5g).

However, despite its increasing



demand in the country, there are challenges such as climate change (drought, heat), lack of irrigation facilities in case of drought, increased cost of inputs, limited financial resources, lack or insufficient farm machineries, weeds, poor soil fertility, diseases and pests attack, bad roads and transportation system which are hindering production; These challenges are more pronounced because wheat productivity in Cameroon is dominated by few subsistence farmers and its productivity is still very low.

Future prospects

The fact that the importation

of wheat is still very high and not always easy and reliable, as it depends on the availability of wheat in the global market, and given the fact that the potential for the cultivation is equally high in Cameroon, the following major points are recommended:

1. Carried out feasibility studies throughout the 05 agroecological zones of the country to see the potential of wheat cultivation;
2. Intensify the adaptability tests throughout the national territory as there are still many varieties to be tested;
3. Soil testing and mapping to

enrich the soil with the necessary type and dosage of fertilizer;

4. Increase production in areas suitable for wheat cultivation;
5. Increase farmers' access to production and post production inputs;
6. Provide technical knowhow to farmers;
7. Develop and adopt climate smart wheat technologies;
8. Strengthen the link between research and agricultural extension;

Mahama Dougdje
Coordonateur national du
Prosapva



Une jeune entrepreneure agropastorale en action

Agro entrepreneuriat jeune : avancées et perspectives

■ **Des potentialités énormes à exploiter en termes d'opportunités pour les jeunes dans le domaine agropastoral**

Au Cameroun, l'agriculture représente un peu plus de la moitié des ressources en devises et occupe plus de la moitié des actifs. Le potentiel naturel et agro-écologique du pays est considérable. A peine 17% des terres irrigables et 26% des terres arables sont exploitées. Le Cameroun et le Bureau international du travail (BIT) estiment à 13% le taux de chômage et à 75,8% le taux de sous-emploi de la population active. Une politique agricole d'encadrement et d'accompagnement plus agressive contribuerait à démultiplier les exemples de réussite des jeunes entrepreneurs agricoles. Dans les

années 80, l'absence des politiques agricoles et l'exode rural ont vidé les villages. À ce jour plusieurs initiatives existent en termes d'instruments d'encadrement et d'accompagnement des jeunes. La transversalité de la thématique convoque principalement les stratégies dans plusieurs ministères. Au Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat, l'Agence des Petites et Moyennes Entreprises (APME) par la voie de son directeur général affirme qu'il est désormais possible de créer une entreprise en 72h, de bénéficier d'une exonération de deux ans de la patente pendant

les 02 premières années. Il y existe des centres de formation et de création des entreprises, des centres de gestion agréé (CGA). Sur le plan didactique ou pédagogique, cette institution a mis à la disposition des jeunes entrepreneurs un manuel de procédures qui est un référentiel de formation permettant d'outiller les jeunes. Au Minader, il y a le Programme de l'Entreprenariat Agro pastoral des jeunes, PEA JEUNES en partenariat avec le MINEPIA avec l'appui du FIDA (Fonds international de développement agricole). Le projet est destiné aux jeunes camerounais, âgés de 18 à 35 ans désireux de se lancer dans l'agropastoral ou de développer leurs entreprises dans les différentes strates : production, transformation, commercialisation, métiers connexes dans une dizaine de filières (ananas, maïs, bananes plantain, poivre, manioc, maraichage, aviculture, poulet de chair, pondeuse, poulet du village amélioré) porciculture, élevage non conventionnel de petits ruminants. Dans le même ordre d'idées, nous avons le Programme d'appui à la rénovation et au développement de la formation professionnelle dans les secteurs de l'Agriculture, de l'Élevage et des Pêches (AFOP) qui est un programme du gouvernement camerounais placé sous la tutelle conjointe du Minader et du MINEPIA. Ce programme couvre l'ensemble des 10 régions du Cameroun. Son siège social est à Yaoundé. La finalité du programme est l'amélioration des performances économiques des secteurs agriculture-élevage et pêches à travers le réconfort de la qualification professionnelle des acteurs du développement agricole et rural. La mission de ce programme est de contribuer à la modernisation de l'appareil de production et à la lutte contre le chômage par le développement du capital humain à travers la formation professionnelle des jeunes aux



Des jeunes entrepreneurs agro pastoraux

métiers agricoles en vue d'une meilleure insertion professionnelle dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des pêches, la professionnalisation des producteurs en activité, l'insertion et l'installation des jeunes formés. Le Projet d'appui à l'installation des jeunes agriculteurs et des personnes vulnérables (PAIJA) qui met l'accent sur deux volets l'appui des jeunes agriculteurs sur leur propre domaine foncier, et l'installation des jeunes agriculteurs dans les pôles de développement agricole (sites aménagés par l'État). C'est un programme du Minader qui contribue au rajeunissement et à la modernisation des exploitations agricoles, ainsi qu'à la réduction du chômage des jeunes. Il vise à assurer les jeunes et les engager dans des systèmes de production modernes et performantes, insérer les nouvelles exploitations dans un tissu socio-économique porteur tant en termes de services rendus que de débouchés pour les produits, et favorise l'émergence de « pôles de déve-

loppement agricole » dans des zones présentant un fort potentiel de production.

Au ministère de la Jeunesse et de l'Éducation civique, plusieurs programmes et projets sont implémentés et ont contribué à changer la mentalité sur l'agriculture qui ne doit plus être considérée comme un saut-métier. De nombreux jeunes diplômés ambitionnent de devenir entrepreneurs agropastoraux grâce à l'encadrement technique de ces programmes. Il s'agit entre autres du Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine (PAJER-U), du projet intégré d'appui aux acteurs du secteur informel (PIASSI), du Fonds National d'Insertion des Jeunes (FONIJ) qu'intègre le Plan Triennal Spécial (PTS) présenté comme facilitateur d'insertion économique. A signaler aussi des programmes tels que Youth Connected, le Service Civique National de participation au développement qui donnent du sourire aux jeunes.

Djaoudjaourou



Cashew nut

Minader commits to making Cameroon world's leading cashew producer

The Ministry of Agriculture and Rural Development has reiterated its desire to maximize production outlets for cashew nuts and cashew apples in the country. This, among others, is expected to cause an increase in the quantity and quality of cashew trees in the country and the Northern regions in particular, in its drive to make Cameroon the biggest cashew nuts producer in the world. Highlighted in the ministry's budgetary plan for 2020, the project, like several others, was stalled because of the Covid-19 pandemic. With the virus a bit much under control, stakeholders in the sector have taken it upon themselves to achieve its goals. Key among projects for the maximization of production is the Cashew Sector Development Support Project. With French acronym, PADF-Cajou, the project was

created by a ministerial decision and funded by the Public Investment Budget and the Cocoa and Coffee Development Fund, FODECC. Among its key goals are a development of the production chain and improvement of food and nutrition security, modernization of production infrastructure and improvement of mechanisms for access to financing, sustainable management and development of natural resources. PADF-Cajou also seeks to strengthen the capacity of development and promotion actors in institutional consultation on governance and product development. Now in the execution phase, the project for the increase in quality and quantity of cashew nuts produced in the country is one of the country's foremost agricultural productivity schemes for small-scale far-

mers. Favouring the emergence of "second generation" production units, it hopes to achieve a minimum of 100.000 hectares of cashew plants in the nearest future.

Dougje Mahama, national coordinator of the Project for the Support of Producers and Agricultural Sustainance, (PROSAPVA) paid a visit to Wassande, a localitiy in ther Vina division, Adamawa region where he expressed his satisfaction with the level of execution. "Here in Wassande we work with seven cooperatives, which have benefitted from assistance and agricultural training... I am satisfied with regard to the performance. We estimate that despite the climatic difficulties, we are optimistic that the rains will return very soon..."

"Government through Minader has relaunched this initiative to beef up local production and increase the local agro industry for reduce importation" he added. Early in February, Agriculture Minister, Gabriel Mbairrobe, at the annual conference of heads of central and decentralised services of his ministry, said the national strategy for the promotion and development of the cashew sector hopes to achieve a production level of 50.000 tons in 2025.

As part of plans to beef production in 2018, the Agricultural Research and Development Institute, "IRAD" announced the free distribution of 500,000 cashew trees in the three northern regions. Set to grow 10 million trees by 2021 and financed to the tune of 1.5 billion FCFA, the institution revealed that it was part of a move to make Cameroon the leading cashew producer in the world.

The cashew tree is a tree that has existed in the northern parts since the 1970s, planted at the time to combat drought. It is grown in five regions of the country; part of the Centre, East and the three northern regions, due to their climatic conditions. In addition to serving as a source of employment for thousands of youths, the cashew production project hopes to make cashew the second most important cash crop in the northern regions after cotton.

Heris Nange Tohnain

Formation professionnelle agricole : Un impératif pour une agriculture de seconde génération



Une vague d'entrepreneurs agro-pastoraux adaptés aux besoins d'une agriculture moderne

■ **Un capital humain bien formé et qualifié est crucial pour parvenir à une agriculture moderne et compétitive sur le marché national et international.**

La formation professionnelle agricole est l'un des piliers majeurs de la nouvelle politique agricole instaurée en vue de moderniser le secteur, et favoriser l'accroissement de la productivité des petites exploitations ainsi que l'émergence d'unités de production de seconde génération. Le constat révèle que la pratique de l'agriculture se fait de moins en moins au hasard. Elle exige un savoir-faire et un savoir-faire bien encadré comme le souligne Daouda Vessah, directeur de l'Enseignement et de la Formation agricoles, Coopératifs

et Communautaires au Minader : «La formation professionnelle agricole est désormais fondamentale car elle permettra de doter notre pays d'une nouvelle race d'entrepreneurs agricoles adaptés aux besoins d'une agriculture moderne». Il poursuit en précisant que « l'objet prioritaire de la professionnalisation est de permettre l'acquisition des capacités nécessaires à l'exercice d'un métier. La professionnalisation dans le secteur agricole et rural est de ce fait capitale si nous voulons atteindre nos objectifs ».

Une cinquantaine d'établissements destinés à la formation agricole et rurale

Dans les années 70, l'Etat du Cameroun a développé une ambitieuse politique de formation professionnelle agricole et rurale en créant des établissements dont la mission était de former uniquement les personnels techniques des administrations en charge de la production rurale. Avec la libéralisation de l'économie qui fait des producteurs des micro-entrepreneurs in-

dépendants, le gel des recrutements dans la fonction publique, l'émergence des nouveaux acteurs, ce système a été remis en question. La nouvelle approche de la formation est ouverte au public et plusieurs établissements relevant du dispositif de formation du Minader, implantés sur l'ensemble du territoire national, se proposent d'encadrer les jeunes désireux de se lancer. « Au total dix-huit (18) écoles publiques de formation agricole et rurale, quatre (04) écoles privées sous convention avec le Minader, trente-cinq (35) Centres de Formation (des Centres de Formation des Jeunes Agriculteurs et des Centres de Formation Rurale), se chargent d'encadrer les apprenants. L'admission dans ces écoles et centres de formation se fait sur concours selon les modalités contenues dans les communiqués y relatifs » conclut le directeur de l'Enseignement et de la Formation agricoles, Coopératifs et communautaires.

Clarisse Taïga

Le PEA-Jeunes : un atout majeur pour le secteur agropastoral



Alfred Bela Tomo, Coordonateur national du Pea-Jeunes

dans un secteur à fort potentiel de croissance que constitue le secteur agropastoral.

Mis en œuvre sous la co-tutelle du Minepia et du Minader, le PEA-Jeunes a pour cibles, les jeunes hommes et femmes âgés de 18 à 35 ans ayant déjà investi ou non dans les activités agropastorales mais, porteurs de projets individuels ou collectifs de création ou de développement dans le secteur agricole et pastoral.

Le programme en 05 ans d'existence compte de nombreuses innovations dans le secteur agropastoral. Son approche dite « par incubation » est désormais citée comme modèle d'accompagnement des jeunes dans l'insertion socio-professionnelle, en témoigne son adoption par d'autres acteurs, tant au niveau national qu'international. Son expérience et les savoirs engrangés sont régulièrement sollicités dans divers types de rencontres. Des résultats qui sont obtenus du fait de l'élaboration et de la mise en œuvre cohérente de stratégies et outils qui en découlent entre autres : la stratégie de facilitation, la stratégie de financement, la stratégie de ciblage et genre, la stratégie de communication et gestion des savoirs, la stratégie de business coaching et la stratégie de sortie du programme.

Josianne Ndomo

Le PEA-Jeunes est un instrument que l'Etat du Cameroun avec l'appui technique et financier du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), a mis en place dans l'optique de donner aux jeunes hommes et femmes, les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité ali-

mentaire. Ce, à travers des entreprises rentables, intégrées dans les filières agropastorales porteuses le long de la chaîne des valeurs, et offrant des opportunités d'emplois viables. Il s'agit là d'une réponse concrète que le gouvernement camerounais apporte à l'endroit des besoins et des préoccupations des jeunes,

Chiffres clés

Incubé(e)s	Financé (e)s	Incubateurs accompagnés	Emplois directs et indirects	Lauréat du Prix du FIDA pour l'égalité de sexes en 2019
3500	2200	15	+ 6000	01

La tomate : le diamant rouge

■ *A la faveur du comice agro-pastoral tenu à Ebolowa en janvier 2011, le Chef de l'Etat, Son Excellence Paul BIYA, a lancé officiellement l'agriculture de deuxième génération. Celle-ci tranche net avec la précédente sur deux plans : les techniques agricoles et le processus de transformation.*



Cageots de tomates

De très nombreux bassins sont nés depuis 2011. Des centaines, voire des milliers de jeunes camerounais se sont lancés dans la production de la tomate. Le Ndé, le Mbam et Inoubou, le Nyong et So'o, la Lekié, le Mayo-Danay, le Noun, le Mayo-Kani, la Mifi, la Menoua, les Bamboutos... ont vu naître de nouvelles surfaces agricoles dédiées à la tomate. Le gouvernement a en amont, facilité l'accès aux intrants que sont les engrais, les pesticides et davantage les marchés pour l'écoulement des productions. Selon un expert du Minader, un champ bien entretenu peut produire jusqu'à 40 tonnes à l'hectare pour un investissement de 2 000 000 FCFA environ. Ce qui fait 2700 cageots de 15 KG. Selon les périodes, le cageot de tomate peut se vendre à 15 000 FCFA, surtout pendant les fêtes de fin d'année. Soit un chiffre d'aff-

faire de l'ordre de 42 000 000 FCFA, investissement compris. Le bénéfice hors champ pourrait donc se situer autour de 35 000 000 FCFA en haute saison. C'est dire que la tomate est un vrai diamant rouge.

Pourtant, il ne s'agit là que de la première récolte. Très souvent, il y a plus de trois récoltes au cours d'une saison. Certes, les récoltes suivantes ne sont pas aussi abondantes. Cependant, il demeure vrai qu'à terme, un hectare de tomate peut produire jusqu'à 70 tonnes dont une partie de cette production pourrait dans le champ, faute de preneurs ou de moyens d'évacuation vers les marchés.

L'industrialisation comme solution idoine

Avec la naissance de la Société des conserveries alimentaires du Noun (SACN) en 1990 et basée à Fombot, région de l'Ouest, les

producteurs de tomates de l'époque ont cru avoir la solution à la mévente et à la surproduction. Malheureusement cette usine n'a pas survécu au temps. La pandémie du Coronavirus est venue démontrer que le Cameroun est un grand producteur de tomates. La surabondance de ce légume sur nos marchés pendant les mois de juin, juillet et août 2020 a permis de comprendre la nécessité de transformer ce fruit en conserve afin de limiter les pertes. Un sachet de tomates de 70g coûte en moyenne 10FCFAf. Un cageot de tomates produirait en moyenne 200 sachets vendus 100 FCFA l'unité, soit 20 000 FCFA tous les frais compris. Rendu à l'hectare, le chiffre d'affaire monterait à 54 000 000 FCFA pour l'hectare de tomate transformée. Une grande aubaine pour les producteurs !

Djaoudjaourou

Le foncier agricole allégé !



Un terrain agricole non exploité

■ *Le principal goulot d'étranglement que rencontrent les camerounais désireux d'investir dans l'agriculture est l'accès à la terre.*

La terre étant souvent rare et sujette à controverse selon que l'on se trouve en zone urbaine ou rurale, ou encore en forêt ou en savane. Dans tous les cas, le décret N°2014/321 I/PM du 27/05/2017 fixe les minimas applicables aux transactions sur les terrains relevant du domaine de l'Etat. Au moment où de nombreux jeunes camerounais peinent à se frayer un chemin vers la richesse, des opportunités dans le secteur

de l'agriculture s'offrent à eux. Les cultures de rente jadis prisées telles que le cacao, le café sont remplacées par la tomate, le plantain, le palmier à huile, la papaye, l'ananas, l'anacarde et de nombreux autres arbres fruitiers. Pour ce faire, l'argent seul ne suffit pas. Il faut pouvoir acquérir des espaces. Ceux-ci sont souvent bien éloignés des centres urbains, lieux de vie et d'écoulement des produits agricoles. Il s'agit ici du domaine privé de l'Etat sur lequel personne n'a de titre.

Le 27 mai 2014, le Premier Ministre, a signé un décret fixant les prix planchers applicables dans toutes les régions du Cameroun. On peut y déceler une niche que pourraient bien exploiter les potentiels candidats. Par exemple, dans certains départements de la République, le mètre carré du domaine privé de l'Etat peut être cédé à 200 FCFA, voire 100 FCA. Il s'agit souvent de

vastes forêts, savanes ou montagnes situées à travers le pays. Ces vastes étendues de terres agricoles sont riches en humus et bien ensoleillées. Il n'y a pas manque d'eau. Ces ingrédients mis ensemble feront le bonheur des investisseurs agricoles qui vont s'y essayer.

Par ailleurs, le ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières (MINDCAF) a, depuis plus de 10 ans, simplifié les procédures d'obtention du titre foncier. Il suffit désormais de trois mois pour tenir dans ses mains le précieux sésame. Du côté du ministère de l'Agriculture et du Développement Rural d'une part, et de celui de la Recherche Scientifique et de l'Innovation d'autre part, tout est mis en œuvre pour fournir aux industriels les meilleures semences agricoles. Il suffit d'en faire la demande.

Djaoudjaourou

Etablissements de formation agricole et rurale : le concours d'entrée fait foule



Les effectifs des jeunes enregistrés aux différents concours du Minader sont en hausse

■ La formation professionnelle dans le secteur agropastoral fait désormais courir les jeunes

Parvenu en fin de formation, Benjamin Louis Evina, 19 ans, vient de soutenir son rapport de fin de formation sous l'acclamation de ses proches et ses camarades. La scène se déroule à l'École Technique d'Agriculture de Sangmélina (ETA) où le jeune homme a passé deux ans en cycle des Techniciens Supérieurs d'Agriculture, option entrepreneuriat agropastoral. Il n'est pas le seul. La salle est pleine de jeunes comme lui inscrits dans les trois cycles que propose l'école. C'est le cas à l'ETA de Sangmélina où Martin Mbala, maître de stage explique qu'« ils sont de plus en plus jeunes ceux qui se présentent au concours d'entrée dans les ETA ». Il poursuit : « Nous sommes ravis de voir les

jeunes comme lui s'intéresser à la formation professionnelle agricole et décider d'en faire leur métier. Et on remarque qu'ils sont passionnés et réellement impliqués dans ce qu'ils font ». Des trente-sept (37) candidats inscrits en cycle des Techniciens Supérieurs d'Agriculture dans la même salle que Benjamin Louis Evina, seulement trois (03) ont plus de trente ans. On constate alors que les effectifs des jeunes inscrits sont revus à la hausse depuis quelques années.

Le choix de la formation professionnelle agricole, une solution au chômage des jeunes

Bon nombre de jeunes apprenants formés dans les établissements techniques agricoles se ruent vers le concours de la fonction publique pour intégrer les administrations en charge de la production rurale. Toutefois, d'autres s'insèrent aisément dans la vie socio-économique après leur formation. C'est le cas du délégué du GIC FRUEK dans la

région du Sud. « Nous encourageons beaucoup les jeunes comme lui qui, après avoir suivi une formation à l'ETA de Sangmélina, et bénéficié d'un financement du Projet d'Appui à la Compétitivité des Exploitations Familiales et Agricoles (ACEFA), a réussi à mettre sur pied une ferme avicole. Il emploie à son tour d'autres jeunes et accueille nos apprenants mis en situation de stage » affirme Joseph Oyono Ndeng, directeur de l'école. Au sortir de ces écoles, les futurs entrepreneurs agropastoraux sont suffisamment outillés pour se lancer à leur propre compte. « On leur apprend entre autres, les sciences techniques agronomiques, le pilotage d'une exploitation agropastorale, la conduite d'un système d'élevage et de culture et la commercialisation des produits agropastoraux » explique un encadreur. Tous les ingrédients sont ainsi réunis pour une insertion socio-économique réussie des apprenants à la fin de leur formation.

Clarisse Taïga

The Peri-urbans of Douala and Buea soon to expand on their market gardening activities



look for cabbages, lettuce, green beans

■ **The population of Douala and Buea will soon benefit from increased gardening crops like Green beans, carrots, Lettuce, Cucumber, cabbages and spices in the days ahead.**

This was made known by the Minister of Agriculture and Rural Development during the launching of a programme dubbed "support for the intensification of Gardening activities in the zones of Peri-Urban in Douala and Buea. This took place on November 27th at hotel la falaise Douala in the presence of the mayors, smallholders farmers, officials of MINADER and producers.

60% of the Country's population is involved in agricultural activities for a livelihood and have off late been faced with a lot of difficulties ranging from the effects of climate change, to the raising of capital and the untold sanitation crisis brought about by the advent of COVID 19. It is against this backdrop that MINADER through the financial support of Food and Agricultural organization (FAO) will be empowering and equipping some 300 men and women and persons with special needs with skills in the domain

of market gardening in order to maximize optimal supply of assorted vegetables in the market as well improvement on livelihoods. It's equally expected that the consumption of this clean vegetables would go a long way to ameliorate nutrition as well as the reinforcement of resilience of the population to fight climate change and consequently the COVID 19 pandemic. It should be noted that, market gardening in and around African cities has not received nearly the same attention other sectors have had in recent times reason why this move is widely applauded.

Market gardening entails the cultivation of highly perishable crops which are consumed and or transformed within a relatively short period of time. The production of these crops is carried out on an all-year-round basis. In Cameroon, market gardening is practiced on the Bamboutos Highlands, the slopes of Mount Cameroon, the Mungo and Benue Depressions, the Foubot plains and the Bamenda Highlands, including Santa Sub-Division. The principal crops include green beans, carrots, lettuce, cucumber, cabbages, spices and vegetables under ample precipitation conditions. If Cameroon maintains its position as the "bread basket" of the Central African Sub – Region today, one of the areas to be credited for this is the Santa Sub- Division.

This is because the food produced in Santa Sub-Division especially market garden crops) is not only consumed in the North West Region and other parts of Cameroon, but far beyond to other countries.

Reason why opening the workshop in Hotel la falaise Douala, the minister of Agriculture and Rural Development Gabriel Mbairrobe called on the famers to emulate the example of Santa in the North West Region in the production of market gardening produce which are basic necessities in our daily life. The minister further outlined that in collaboration with the food and Agriculture organization (FAO) who are the financial partners the project will not only support but contributes in no small measure to food security in the Central African Sub Region. Market gardening will be a very important farming type in Douala and Buea as it will be a major livelihood activity of the people in terms of the income, employment and sustenance it offers. It will also go a long way to reduce the risk of food insecurity that has been plaguing our society for quite some time now. Research shows that market gardens employ 80% of the rural populations on a yearly basis. It is mostly practiced by youths between 18-35 years of age. The committed communities in the farming practice have won major prizes in potatoes (first), carrots (first), and cabbage (second) amongst others during the 2011 edition of the National Agro-Pastoral shows in Cameroon. Production is executed in large quantities and sold all over the country, with some exported to many other countries in Africa. Examples of the latter are Irish potatoes which are exported to Gabon, Equatorial Guinea and Ghana.

The project also aims at encouraging gardeners to form their own self-managed cooperatives, which can help them to diversify production, negotiate better prices, and improve post-harvest management problems. City authorities should therefore facilitate loans for agro-processing units, and plan clean, decentralized markets in lieu of street markets that often provide doubtful food items of consumers in terms of sanitation.

Heris Nange Tohnain



Madame le Secrétaire Général du Minader dans le champ d'anacardiers du GIC Ribaou à Garoua

Culture de l'anacarde : l'État veut relever un grand défi

■ *C'est depuis 2019 que l'Etat du Cameroun a mis sur pied une stratégie nationale visant à développer la chaîne de valeur de la filière anacarde. L'objectif est de conquérir le leadership mondial avec l'assistance technique allemande grâce à la GIZ.*

Filière jusqu'ici restée embryonnaire, le Cameroun veut en faire un produit aussi important que le cacao, le café ou encore le coton. Au-delà d'atteindre son objectif qui est de restaurer 12 millions d'hectares de forêts déboisées à l'horizon 2030, le gouvernement compte créer des millions d'emplois, augmenter les recettes fiscales de l'État et les revenus des populations rurales. Pendant ce temps, l'Institut de Recherche agricole pour le développement (IRAD), se déploie à produire dix millions de plants d'anacardiers d'ici 2021 sur 100 000 hectares. L'IRAD s'est par conséquent inscrit dans une vaste distribution gratuite desdits plants dans les trois régions septentrionales du Cameroun et à l'Est. L'Etat a mis les premiers financements, soit un milliard et demi de francs destinés à la production des plants. Grâce à

ces efforts structurés, l'Etat par cette voie ouvre les trois régions du Septentrion à une nouvelle culture de rente. Celle-ci est justement adaptée aux régions sèches. L'histoire de l'anacarde commence au Cameroun en 1975 au même moment que la Côte d'Ivoire, ce pays devenu premier producteur en la matière. L'anacarde se présente sous la forme d'un produit surplombé par une noix contenant une amande. Si le Cameroun revendique une production d'environ 33 tonnes l'an, la Côte d'Ivoire se situe selon les statistiques de la Banque mondiale de 2015 à 350 000 tonnes en 2010. A terme le Cameroun à travers l'IRAD prévoit parallèlement aux 100 000 hectares, commercialiser la noix de cajou et mettre sur pied une usine de production de jus.

Djaoudjaourou

Au mois de février 2020 à l'occasion de la conférence annuelle des responsables des services centraux et extérieurs du Minader, Gabriel MBAÏ-ROBE a rendu public cet ambitieux projet ; la relance de la filière anacarde. Ce projet selon les experts de l'IRAD est à la portée de l'expertise camerounaise. Un budget accordé par le gouvernement camerounais (plus d'un milliard) a déjà été alloué pour un début des activités, montant auquel va s'ajouter l'appui financier du FED (Fonds Européen de Développement). Plus concrètement, le pays ambitionne de mettre sur le marché pas moins de 8000 tonnes de noix de qualité. A moyen terme, il est question de construire une usine de production du jus d'anacarde tout en commercialisant les noix de cajou et son amande. Conformément au cadrage de la stratégie nationale de développement de cette spéculation, l'État s'est engagé à mettre à la disposition des différents acteurs (producteurs transformateurs et promoteurs) les moyens conséquents. La production nationale est seulement d'environ 100 tonnes contre 649 587 du premier producteur mondial qui est la Côte d'Ivoire.

C'est un énorme potentiel inexploité à la valeur reconnue : son amande et sa pomme sont très recherchées non seulement pour leur consommation directe, mais aussi pour la cosmétique et la pâtisserie. Les régions du septentrion ont une écologie plus favorable pour la pratique de cette culture.

Sa forte valeur ajoutée est indéniable étant donné que cette culture fait partie des produits phares de la stratégie alimentaire et nutritionnelle du Cameroun. Elle est aussi un grand vivier d'emplois ; une projection parle de 150 000 emplois devant voir le jour dans les différents bassins de production.

Djaoudjaourou

Addressing marketing challenges in maize and pineapple through the adoption of the value chain model



Maize farm in the South West

- *Maize is a staple food crop in the South West Region and production statistics shows an estimated 1,200 hectares cultivated and 11,500 hectares produced per year. Pineapple is equally a rising crop in the region that is attracting the attention of many investors.*

Access to reliable markets is a common problem faced in the production of both crops. This alone slows down investments and adoption of improved farming techniques, thus leading to a decrease in farmers' income. The dubious role of middle men in agricultural marketing in Cameroon is an emerging challenge to agricultural development. Farmers labour is consumed by middlemen who determine the prices imposed on farmers. The middlemen, being more organized than the farmers, have a relative advantage, especially as most fresh agricultural products are perishables. The value chain model considers all the segments in a crop value chain that are essential in the promotion of competitiveness and systematically develops each segment so that complete chain is established. Principal segments in a crop value chain include seed production, farms, input supply, service provision, transportation, handling, processing, marketing, etc. The number of segments

on a crop value chain is determined by the level of specialization and processing adopted.

The Riverside Common Initiative Group is involved in the implementation of the maize and pineapple value chains. In 2015, the CIG created an ad hoc committee to identify and evaluate possible projects to embark on after a rather perilous experience of planting and marketing fresh bunches of plantain. The committee, working with a hired specialist, identified the need to adopt the value chain approach to ensure that, irrespective of the crop chosen, the CIG shall be able to add value, increase profits and have access to a larger market. The Riverside CIG was bent to overcome the huddle of access to market by flying over the middlemen and having a closer link with the final consumer who pays a better price for their products. To start their venture, the CIG chose Pineapple and Maize:

The Maize Value Chain

A better maize crop for a promising economy

A Maize farm was established, and with the help of the Agricultural Investments and Market Development Project ("PIDMA"), twenty hectares of hybrid maize is being planted every year. The maize is planted in two shifts: the first and second cropping seasons. The farm is ploughed, planted and fertilized using a tractor, while weeding, spraying (to control pests), and harvesting are done manually. The maize produced in the first cropping season is harvested and dried before the heavy rains in July, while that produced in the second cropping season is allowed to dry in the farm. Two types of products are obtained from the maize farm: the maize grain and the maize forage. Five hectares of maize farm is used for the production of grains and fifteen hectares is used for maize forage. Productivity is averagely four tons of grains ha⁻¹ and twenty tons of forage ha⁻¹.

The maize, and its cobs, is harvested on the field, dried in suspended dryer,



Cross section of the value produce

threshed using a motorized thresher, stored in bags, milled on-farm and mixed with other ingredients to obtain animal feed. The forage maize is harvested when the maize plant is still fresh (just forming the cobs), served freshly to cattle and fermented to produce silage.

The farm has eighty dairy cattle and some traditional poultry. Milk is the final product targeted in the maize value chain and further processed into bi-products like yoghurt, cheese, butter, cream, etc. Out of the eighty dairy cattle in the farm, twenty-four are Holstein hybrids (Cross between Holstein and local Gudali) and fifty – six Cymgod (Cross between the local Gudali and the French Simmental). There are currently twenty- four milking cows at the farm. The Hosten hybrids produces twenty-five litres per day and the Cymgod produces ten litres per day. The Cymgod is also good for meat. The farm currently produces five hundred litres of milk daily, which is transported to the processing unit for the production of yoghurt, cream and cheese. Although the products are sold locally, the farm is still finalizing the certification process with ANOR to officialise the entry of their product into the Cameroonian market.

The Pineapple Value Chain Boom

Pineapple Value Chain for a quality Production

The Riverside CIG has a two hectare pineapple farm and is in the process

of expanding the farm and co-opting other pineapple producers within the Tiko Basin. This also prepares the ground for an effective running of a pineapple processing unit, which is yet to be put in place. The pineapple farm was established last year with the Cayenne variety now at the production stage. The first set of pineapples are taken to local markets and sold fresh to “buyam sellams”.

The building to host the processing unit is under construction, electricity and water have been provided at the site and the processing unit has already arrived at the ports in Douala, awaiting the finalization of customs procedures. In a couple of months, if the challenges facing the establishment of the processing unit are his handled this very important aspect of the chain shall be accomplished setting the pace for the revamping of the pineapple sector within the Fako Division as a whole and Tiko Sub-Division in particular.

Youth Employability

Youth and Agriculture for a better livelihood. The farm presently employs nine permanent workers (two herds-men, one veterinarian and six farm workers) and fifty temporal workers, especially during harvesting of products from the farm. A working relation has been created with neighbouring farmers, so as to boost the production of pineapple and to create a cooperative, which shall function around the processing unit to supply much needed pineapple fruit. Presently, with the supervision of the Agricultural Value

Chain Development Project, fifteen hectares of pineapple have been planted in perspective of supplying the processing unit. This has created additional jobs for youths, who are the main owners of these farms and as employees.

Challenges and Perspectives

Challenges and perspective for a better pineapple production in Cameroon

The death of Mr Geremi, promoter of the Riverside Maize and Pineapple Value Chain Project and the delay of family procedures to pass over the ownership rights to the wife, as written in the will, remain a major Challenge . The wife is ready and has pledged her engagement to continue the implementation of her husband’s idea. Other challenges are technical and organizational nevertheless the AVC - DP is working closely with the promoter, to bring about a solution especially in organizing other smallholder pineapple farmers around the unit and ensure sufficient supply of pineapple.

The Regional Delegation of Agriculture and Rural Development for the South West attaches great importance to this innovative project, which can provide reliable market outlets to smallholder maize and pineapple farmers in Fako Division. Through the Regional Coordination of the AVC- DP, we are working closely with the Riverside CIG to keep the dream alive and to assist this project meander through the various challenges and come to full accomplishment in 2021.

Heris Nange Tohnain

Un nouveau jour se lève sur le Fonds de développement des filières cacao et café (FODECC) !

■ *L'Administrateur du FODECC, M. Samuel Donatien Nengue parle des différentes réformes en cours au FODECC et surtout celle relative à la nouvelle politique des subventions agricoles définie par l'Arrêté N°068/PM du 28 août 2019 du Premier Ministre. Cette dernière sera implémentée dans cet organisme par la mise en place d'un second Guichet portant sur le financement direct des producteurs de cacao et de café. Ce Guichet producteur du FODECC est l'outil qui permettra aux bénéficiaires (producteurs) d'entrer directement et à temps, en possession des appuis des pouvoirs publics.*



Samuel Donatien Nengue, Administrateur du FODECC

Monsieur l'Administrateur, depuis votre arrivée au FODECC, de grands changements sont intervenus aussi bien au plan infrastructurel qu'organisationnel dans la structure. Il s'agit de la mise sur pied de nouveaux outils de travail à l'instar de l'Entreprise Resource Planning (ERP) ? Quel était le but de cette orientation managériale ?

Le FODECC est un établissement public administratif doté d'une personnalité juridique et de l'autonomie de gestion dont le rôle, de manière prosaïque, est de soutenir l'action gouvernementale en ce qui concerne le développement des filières cacao et Café. Dans sa configuration opérationnelle initiale, le FODECC est une micro structure soutenue par un personnel numériquement réduit. Les ap-

proches de travail relèvent dans ces conditions de pratiques à forte utilisation des outils technologiques pour soutenir la cadence qu'impose la répétition des tâches à différentes positions de travail. Avec les exigences institutionnelles introduites par le nouveau régime financier de l'Etat et la réforme des établissements publics auxquelles il faut ajouter l'impératif de performance inhérent à la mise

en œuvre du Plan de relance, le FODECC était ainsi appelé à se restructurer. Dès lors, la mutation organisationnelle que vous évoquez s'est tout naturellement imposée.

L'ERP représente à cet égard un précieux support pour construire en toute sécurité, et fluidité les décisions. Par son approche digitale, ce progiciel intégré de gestion simplifie les procédures et agrège les fonctions disparates, techniques, financières, comptables, administratives ou des ressources humaines, pour ne citer que celles-là. Ce qui représente une excellente opportunité en terme de sécurité et de célérité notamment. L'ERP n'est d'ailleurs pas le seul chantier qui contribue à la modernisation du FODECC pour en faire une institution de référence. Nous pouvons aussi citer, l'élaboration de Manuel, des Procédures et l'adoption des textes organiques à l'instar du Statut du personnel et du Règlement intérieur, ou la systématisation de la pratique des audits, la certification des comptes et des états financiers.

Dans la foulée, le FODECC annonce un nouvel outil, le Guichet Producteurs qui ambitionne d'améliorer considérablement l'encadrement des producteurs. De quoi s'agit-il exactement et à quel niveau en êtes-vous dans sa mise en œuvre?

Il y a quelques décennies, le cacao et le café représentaient les principales sources de devises de notre pays. Il n'est d'ailleurs pas exagéré de dire que ces deux spéculations ont structuré le développement du Cameroun. Bien que cet âge d'or semble, dans les apparences révolu, peu importe les causes que l'on évoque, il est impératif de rendre à ces produits, ainsi qu'à ceux qui y consacrent leur force de travail, leur prestige d'antan. C'est précisément l'objectif que les pouvoirs publics poursuivent en instaurant, au niveau du FODECC, ce nouvel outil de financement. Dans l'optique d'accroître la redevabilité, la transparence et une meilleure utilisation des fonds au service des producteurs ; la mise en œuvre,

d'une part des réformes sectorielles dans les conventions entre le Cameroun et l'Union Européenne, et d'autre part la nouvelle politique nationale sur les subventions agricoles auront ainsi justifié et conduit à la création au FODECC, de ce second Guichet, destiné au cofinancement direct, avec les bénéficiaires, d'intrants et équipements agricoles. Le Guichet producteurs, comme il est convenu de l'appeler, procède donc de la volonté gouvernementale, de réduire les délais de réponse de l'institution au producteur, de supprimer les nombreuses barrières en défaveur du producteur qui jalonnaient son accès aux intrants agricoles, de réduire considérablement le nombre exponentiel des intermédiaires pour son accès, de responsabiliser le producteur dont l'expérience cumulée et transmise entre les générations justifie de lui faire totalement confiance. Par l'Arrêté N° 068/22019 sur les subventions agricoles, le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, a planté les jalons du nouveau modèle d'intervention financière de l'Etat dans les filières agricoles. S'agissant précisément des filières cacao et café, l'insatisfaction sur les performances étant désormais partagée par les acteurs, une réflexion s'est ouverte, sous le leadership du FODECC, sur la nécessité d'accroître la production tant en quantité qu'en qualité afin d'augmenter les recettes d'exportation et incidemment le niveau et les conditions de vie des producteurs.

Ce nouveau Guichet vient donc répondre aux attentes des producteurs en leur mettant à disposition, directement, sans délais et sans intermédiaire, divers types de subventions de l'Etat. Il est important de rappeler que le Guichet "Producteurs" est ouvert à tous les producteurs, sous la double réserve de l'aptitude à cofinancer l'investissement agricole et à s'armer à la technologie digitale. S'agissant de son degré de mise en œuvre, il est à préciser que le montage technique du projet est en cours et évolue plutôt de manière satisfaisante. Pour s'en convaincre, il faudrait noter que :

- le Comité de Gestion a formellement marqué son accord pour la mise en œuvre par l'Administrateur du FODECC d'un Guichet producteurs ;
- la formulation du Manuel d'exécution technique a été élaborée durant le premier semestre 2020. Ce document opérationnel sera réceptionné dans les prochains jours ;
- la contractualisation avec les partenaires techniques clés (agro dealers ou fournisseurs, opérateurs de téléphonie mobile, banques et établissements de microfinance). Laquelle est en cours de validation au Ministère des Marchés publics ;
- une procédure dérogatoire de paiement est en cours de validation au Ministère des Finances ;
- des conventions de partenariat avec les divers opérateurs économiques concernés et les cahiers de charges subséquents sont en cours de préparation ;
- la mise en route d'ici fin décembre 2020 passant par la vulgarisation du Manuel et du Guichet, etc.

Quelle sera la nature des subventions octroyées par le Guichet producteurs, qui pourra en bénéficier et dans quelles conditions ?

Le Guichet Producteurs délivre trois types de subventions. La subvention en intrants agricoles, c'est-à-dire en engrais, semences/plants et produits phytosanitaires. Celle qui porte sur les équipements et machines agricoles. Enfin, celle qui concerne les infrastructures de soutien à la production.

Il est important de rappeler que le Guichet Producteurs est ouvert à tous les producteurs, sous la double réserve de l'aptitude à cofinancer l'investissement agricole et à s'armer à la technologie digitale. C'est le producteur qui déclenche le processus d'acquisition en mobilisant sa quote-part majoritaire de 60 à 70 %. Le FODECC libère par la suite pour chaque producteur le montant de la subvention à hauteur de 30 à 40%. Il n'y a pas d'appels d'offres, de marchés à passer, ni de stocks à constituer. Plus précisément :

Le potentiel

Les subventions de catégorie 1 sont ouvertes à tous les producteurs de nationalité camerounaise, sans discrimination de genre, d'ethnie, de croyance ou de condition physique. Toutefois, le producteur doit avoir une plantation géolocalisable d'au moins deux hectares et remplir un formulaire d'identification au moyen de l'application smartphone ou PC. Il doit aussi avoir un compte approvisionné dans une banque ou un établissement de microfinance agréé.

Le compte bancaire doit être pourvu d'un montant supérieur ou égal à celui de l'e-bon ou l'e-voucher sollicité pour l'achat des intrants auprès d'un distributeur local. Le compte bancaire peut être approvisionné en espèces ou via un opérateur de monnaie mobile (Orange Money, Mobile Money, YUP, Express Union mobile. Enfin, le producteur ne doit pas être sous le coup d'une sanction, ni avoir épuisé ses droits à une subvention.

Pour ce qui est des conditions de type 2 qui concernent les subventions des catégories 2 et 3, les conditions énoncées ci-dessus doivent systématiquement être remplies. En outre, le producteur doit remplir les conditions d'admissibilité au cofinancement, c'est-à-dire fournir les documents de fonctionnement de l'organisation de producteurs, constituer et tenir à jour année après année, constituer des états financiers annuels et préparer un plan de développement sur 3 à 5 ans. Enfin, il doit préparer et présenter un plan d'affaires fiable. Pour ce type de subventions, deux commissions techniques aux niveaux de l'arrondissement, puis de la Région se prononcent sur la qualité de la demande du producteur ou de l'organisation de producteurs, au vu de son plan d'affaires.

Une fois les appuis reçus, qu'attendrez-vous des bénéficiaires ?

L'objectif de cette innovation dans le subventionnement des filières cacao et café étant l'accroissement



quantitatif et qualitatif de la production, il est souhaitable que les bénéficiaires en prennent toute la mesure afin de jouer convenablement leur partition. Le FODECC attend donc des producteurs subventionnés une utilisation conforme, loyale et bénéfique aux plantations des moyens obtenus et un développement induit de leurs activités afin d'accroître leur production, de pérenniser le système et améliorer leurs conditions de vie. Le FODECC espère également que la subvention aura un réel impact sur les bénéficiaires. Ces attentes devraient être mesurées en terme de satisfaction de ces derniers (augmentation de la production, de la qualité, réduction de la pénibilité du travail, etc.)

Les filières cacao et café ont souvent eu de bons projets et belles initiatives qui n'ont pas toujours permis d'atteindre les résultats escomptés. En quoi est-ce que le Guichet producteurs sera différent des autres mécanismes ?

Il est nécessaire d'indiquer que le nouveau mode de subventionnement est né des leçons tirées des précédentes expériences dont l'inefficacité était globalement tributaire de deux données : la non prise en compte des besoins du bénéficiaire et les coûts exorbitants du fonctionnement des projets.

Par sa structure et ses règles de

fonctionnement, le Guichet producteurs permet de financer directement les producteurs de cacao et café suivant leurs besoins. Il anticipe donc sur ces facteurs d'échecs en impliquant au demeurant financièrement le producteur et en dématérialisant l'essentiel des procédures.

C'est en somme une prime à effort, puisque la subvention est conditionnée par le versement de la quote-part du bénéficiaire. Il y a donc fort à croire que les résultats assignés à ce nouveau mécanisme de financement seront atteints.

Comment allez-vous vous assurer que tous les producteurs du pays s'approprient rapidement ce nouveau mécanisme dont le lancement semble imminent ?

L'une des spécificités des filières cacao et café est leur forte structuration et leur haut niveau de représentation institutionnelle. Cette particularité a favorisé les consultations diverses en amont d'intenses échanges qui ont lieu depuis plusieurs mois entre le FODECC et tous les différents acteurs institutionnels (CICC, GEX) ou strictement privés (Organisations de producteurs).

L'implication technique des administrations déconcentrées du Minader et du MINCOMMERCE viendra parachever le dispositif de représentation spatiale du Guichet producteurs et en assurera une couverture au plan médian national. L'information et la sensibilisation sur le Guichet Producteurs passent par différents canaux dont un atelier de vulgarisation, l'utilisation des différents supports médiatiques, centres d'appels, etc., ainsi qu'une communication continue avec les principaux concernés, ceux auxquels réfère votre question, que nous appellerons désormais les seigneurs de la terre du cacao et du café.

Propos recueillis par la rédaction de Minader INFOS

Les produits phytosanitaires et les appareils de traitement passés au scanner



Gabriel Mbaïrobe prononçant son discours

Au cours de la 30^{ème} session ordinaire de la Commission Nationale d'Homologation des produits Phytosanitaires et Certification des Appareils de Traitement (CNHPCAT) présidée par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, 83 dossiers ont été soumis au secrétariat pour étude et examen. 17 dossiers ont été soumis pour le renouvellement d'homologation, 50 pour homologation, 02 dossiers pour un transfert d'homologation, 8 maintenus en étude sans frais de session, 01 dossier pour ajout d'origine, et 5 appareils de traitement.

Les commissionnaires qui font partie de plusieurs administrations dont le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, le ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable, le ministère de la Recherche scientifique et de

l'Innovation, le ministère de l'eau et de l'Energie, le ministère de la Santé publique, le ministère du Commerce, le ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries animales, le ministère de l'Enseignement supérieur et l'Institut de recherches agricoles pour le développement ont statué sur les points ci-après : la recevabilité des dossiers, l'homologation ou la certification d'appareils de traitement, l'autorisation provisoire de vente pour une période déterminée, et le maintien en étude ou alors de rejet de certains produits phytosanitaires. Après délibération, il ressort que, dans la catégorie des produits phytosanitaires, cinquante-deux pesticides ont été homologués. Quinze ont vu leurs homologations renouvelées. Deux pesticides ont bénéficié d'un transfert d'homologation. Un autre a bénéficié d'une nouvelle origine. Pour ce qui est

des appareils de traitement des produits phytosanitaires, seulement cinq ont été certifiés dont quatre en classe B et une en classe A.

La Commission Nationale d'Homologation des Produits Phytosanitaires et Certification des Appareils de Traitement est un instrument stratégique de l'Etat du Cameroun pour implémenter l'agriculture de seconde génération telle que souhaitée par le président de la République Son Excellence Paul Biya. Depuis sa création en 2003, la CNHPCAT a déjà homologué 1180 formulations phytosanitaires pour le contrôle des pestes, et certifié soixante marques d'appareils de traitement, lesquels sont en circulation dans les marchés nationaux et sous régionaux. Ces équipements agricoles contribuent à rendre l'agriculture camerounaise performante et résiliente.

Gervais Ngolembe Ambang

Au centre de la culture de l'ananas !



■ *Longtemps pratiquée par des grands exploitants agricoles, la culture de l'ananas suscite davantage des intérêts particuliers chez les jeunes vivant en milieu rural. Peu à peu, cette activité d'un revenu économique ô combien satisfaisant permet aux paysans de lutter contre la pauvreté.*

Au Cameroun, sept des 10 régions sont dotées d'un climat favorable à l'ananas culture. Ces parties du pays sont caractérisées par une température d'environ 25°C. Mais de fortes proportions sont observées dans les régions du Littoral, du Sud-Ouest, et du Centre. L'ananas est ce fruit qui, consommé frais apporte les vitamines A et B à l'organisme. Sa culture nécessite entre 15 à 18, voire 20 mois selon les variétés, pour passer de la plantation à la récolte.

La culture de l'ananas, longtemps pratiquée dans les régions du Littoral et du Sud-Ouest, s'est plus tard étendue dans la région du Centre, l'un des secteurs fiefs de la culture du Cacao et du Café. Après la chute vertigineuse des prix de ces produits de rente, les habitants

de certaines zones de la région, se sont retournés vers des sources alternatives de revenus, notamment l'exploitation des produits forestiers non ligneux et la culture de l'ananas. C'est le cas de la ville d'Awae. Une commune de la région du Centre, située dans le département de la Mefou-et-Afamba. Ici la majorité des habitants vit de la culture de l'ananas. Les bénéficiaires s'épanouissent, envoient leurs progénitures à l'école, construisent des maisons confortables.

Nous avons rencontré quelques producteurs dans ce département qui nous ont fièrement confié leur passion pour la culture de l'ananas. « Après mes études primaires et secondaires, je n'ai pas pu trouver un emploi en ville. Alors je suis rentré au village. J'ai trouvé que presque toute la population exerçait

dans la culture de l'ananas. J'étais un peu sceptique puisque je pensais que cette activité n'était pas rentable. Puis on m'a montré les maisons de certains producteurs. C'est là que je prends conscience et me lance dans l'activité. Aujourd'hui je ne fais que ça et rien d'autre », confie Raphael M., producteur d'ananas avec un sourire au coin des lèvres. Il est patron d'une plantation d'ananas dans le village de Mengang. C'est vraiment une activité porteuse, et personne ne le nie. « Un hectare d'ananas donne environ 60 mille fruits. Et les prix varient selon la grosseur des fruits. Je les vends à des prix entre 100 et 300 FCFA et mon chiffre d'affaires tourne souvent autour de 16 millions l'année. (...) j'effectue deux récoltes par an », renchérit Raphael M.

Awae est aujourd'hui un carrefour d'écoulement des ananas produits dans le département. En plein sur la Nationale N°10, les usagers ne manquent pas de s'approvisionner surtout qu'ici, pas de carence. Le jeune producteur récolte environ quatre tonnes d'ananas sur cinq hectares de plantation environ. Ces fruits sont vendus à Yaoundé, et dans certains pays de la sous-région de l'Afrique Centrale, car il procède aussi par exportation dans les pays comme le Tchad, la Guinée Equatoriale ou encore le Gabon.

Dans l'activité de l'ananas culture, il n'y a pas que les fruits qui sont d'un grand bénéfice. Les rejets aussi sont très convoités sur le marché. Pour une plantation d'un hectare, Raphael M. récolte environ trois mille têtes de rejets d'ananas qu'il vend à des prix variant entre 100 et 200 FCFA, selon la grosseur du plan.

Pour l'instant Raphaël M. n'a aucun employé sur sa main. Il travaille avec ses six petits frères, qui lui donnent un coup de pouce les weekends et même pendant les vacances. Le plus souvent c'est pendant les périodes de récolte.

Djaoudjaourou

Filière mangue : Rompre avec les techniques de production artisanale

■ *L'ambition du Cameroun est de transformer en quantité et en qualité des milliers de tonnes de ce fruit en jus et confiture.*



Le Cameroun est un pays qui produit en grande quantité ce fruit tropical qu'on dit être le plus consommé au monde après la banane. D'après les données disponibles, plus de 5 millions de tonnes de mangues ont été produites en 2015 dans les six grands bassins que sont le Centre, le Sud, le Littoral, le Nord, le Sud-Ouest et l'Adamaoua.

La mangue est très prisée par les populations. Ce fruit à la chair jaune se consomme frais, il peut être transformé en jus, confiture, et même utilisé dans la cosmétique. Ce qui n'est pas présentement le cas au Cameroun, du moins à une échelle industrielle. C'est la même chose avec la transformation et l'entreposage qui sont aussi à un stade artisanal, surtout que dans la plupart des cas, l'opération est menée sans respect de la norme technique exigée.

Il est indiqué que les mangues doivent être entreposées dans un lieu propre pour éviter toute contamination et décomposition, aussi, nettoyez les pièces où seront entreposées les mangues

pour éviter toute infestation par des organismes nuisibles et des rongeurs.

Rompre avec cette technique de production artisanale, c'est la nouvelle vision du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbaïrobe depuis son arrivée à la tête de ce département ministériel le 04 janvier 2019, vision orientée vers l'amélioration des techniques de production et de commercialisation de la mangue camerounaise.

Les partenaires techniques bilatéraux ont compris le bien-fondé de cette politique innovante portant sur l'amélioration de la production et de commercialisation de la filière mangue mise en place par le Minader et s'engagent à l'accompagner. Ces partenaires bilatéraux sont l'Allemagne et Israël.

En février 2019, l'Allemagne et Israël ont signé un mémorandum d'entente avec le Minader pour l'amélioration des techniques de production et de commercialisation de la mangue. En termes d'appui, il s'agit pour ces deux pays d'accompagner les agriculteurs

et les petits exploitants avec des techniques innovantes dans la culture de la mangue pour qu'ils améliorent leur productivité et leurs revenus. La démarche s'articule autour de trois composantes : le renforcement des capacités à travers la démonstration des méthodes innovantes, la conduite de la transformation locale, ainsi que l'amélioration du marketing. Deux régions ont été choisies pour abriter la phase pilote, à savoir le Centre et l'Adamaoua. A terme, le projet s'étendra au Nord du pays. Il faut noter que c'est l'Ecole pratique d'agriculture de Binguela (Epab) qui abrite les infrastructures du projet.

Des résultats attendus de ce projet, des tonnes de mangues généralement bio qui pourrissent souvent en période de saison de mangues vont être récupérées afin d'être transformées en quantité et qualité en jus, confiture... Des mangues, qui de l'avis de Gabriel Mbaïrobe, seront susceptibles d'être consommées au plan national et exportées tout au long de l'année vers les pays voisins et en Europe.

Djaoudjaourou

28,589 milliards de FCFA pour le Projet d'appui au développement des filières agricoles (PADFA)

■ L'accord de financement a été co-signé par le MINEPAT et le président du FIDA

06 ans. Telle est la durée de cette deuxième phase du PADFA II dont le maître d'ouvrage est le ministère de l'Agriculture et du Développement rural. L'objectif de cette phase est d'accroître durablement les revenus et la résilience des exploitations agricoles familiales productrices de riz et d'oignons, dans les quatorze départements ciblés des régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Ouest et du Nord-Ouest du Cameroun. 216 600 ménages sont les bénéficiaires directs de ce projet dont les partenaires techniques et financiers sont le FIDA, le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et les coopératives agricoles.

Pour Alamine Ousmane Mey, le PADFA II permettra d'accroître l'offre nationale par la production de 118 000 tonnes de riz et de 11 000 tonnes d'oignons en moyenne par an. Il s'agira particulièrement d'aménager 2 570 ha dont 370 ha de la première phase, 1 600 ha de nouveaux sites rizicoles et l'équipement de 600 ha dans les zones d'oignons. En plus, le projet ambitionne d'équiper 19 magasins issus du PADFA I et de construire 26 nouveaux magasins de stockage de riz, dont 14 équipés de décortiqueuses. Six unités d'étuvage seront réalisées. Le PADFA II vise aussi la mise en place de 28 bâtiments bioclimatiques de conservation d'oignons et 5 unités de transformation d'oignons. A cela s'ajoutent l'accompagnement de 111 coopératives dont 25 anciennes, dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs plans d'affaires et plans de développement.

Il est à signaler que le ministre de l'Agriculture et du Développement rural et celui en charge de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales, ont assisté aux échanges



par visio-conférence entre le Ministre de l'Economie et le Président du FIDA. Alamine Ousmane Mey a d'ailleurs salué le partenariat fructueux entre cette organisation internationale et le Cameroun, notamment dans la riposte anti-coronavirus dans le secteur du développement rural dans notre pays. La 2^{ème} phase du PADFA constitue la toute première opportunité accordée par le FIDA dans le cadre de sa coopération avec le Cameroun. PADFA II intervient après le succès de la phase I qui s'est achevée le 31 décembre 2017 et dont la clôture a eu lieu le 31 juillet 2018. Cette première expérience a permis l'amélioration de la productivité des filières riz et oignon. Les rendements sont passés de 3,5 tonnes à 5 tonnes par hectare pour le riz de bas fond et de 12,42 à 18 tonnes par hectare pour l'oignon. Il y a également l'accroissement de la production du riz dont le taux a augmenté de 161,2 % en cinq ans, passant de 8 700 tonnes en 2013 à 22 722 tonnes en 2017. L'on a aussi fait état de l'augmentation de la production de l'oignon

de 91,6 %, la réduction des pertes post-récoltes, l'amélioration des capacités de stockage, de conservation grâce à la construction de 23 magasins d'une capacité globale de stockage de 4 128 tonnes pour le riz paddy et de 630 tonnes pour l'oignon bulbe, et l'augmentation du revenu moyen de 70,7 % pour les producteurs de riz et de près de 300 % pour les producteurs d'oignon. D'autres données de PADFA I indiquent que 1 305 organisations paysannes ont été soutenues, dépassant l'objectif de 1 190. L'utilisation des semences améliorées a été adoptée sur 100 % des terres consacrées à la riziculture et sur 83 % de celles consacrées à la culture de l'oignon.

Globalement, le PADFA II envisage d'augmenter la production des filières-cibles, d'améliorer la conservation, la transformation et la mise en marché des productions, de renforcer la résilience et les capacités techniques et organisationnelles des producteurs des filières-cibles, et d'améliorer la situation nutritionnelle des ménages.

Djaoudjaourou

Enable Youth Cameroon getting back on track...

■ *The Minister of Agriculture and Rural Development (Minader), Mr. Gabriel MBAIROBE, and the Country Representative of International Institute of Tropical Agriculture (IITA) Yaounde - Cameroon, Dr. MASSO Cargèle, signed the Amendment to the Agreement related to the vocational training of youth in agricultural entrepreneurship and Agri-business (ENABLE Youth Cameroon) on October 30th, 2020. The event took place in the Conference Hall of Minader in Yaounde in the presence of partners, agricultural stakeholders, and the press.*

With this Amendment, the State of Cameroon, through Minader in its capacity as contracting authority of the Agricultural Value Chain Development Project (AVC_DP) and IITA reaffirm their commitment to pursue more intensively the implementation of the key activities of the Programme which is the component 3 of the AVC_DP. This Amendment also improves the basic management conditions of the YABICs (Youth Agri Business Incubation Centres) and puts the Programme back on track, thus giving IITA independence in the management of the programme, particularly in the judicial and administrative domains. It is important to point out that the ENABLE Youth Cameroon Pro-



Exchange of folders

gramme has suffered financial constraints for several months which has impacted the progress of the incubation and led to the slowdown of key activities in the Incubation Centres. It is therefore to remove all the pitfalls hindering the implementation of the Programme that the Amendment signed on October 30, 2020 was formulated.

The signing of this Amendment marks the resumption of activities without delay. As a matter of fact, once the Aspiring Agripreneurs are mobilised and after all stakeholders are informed, it is essential to set a conducive environment for smooth collaboration involving all actors and stakeholders. A corrective plan to get the train back on track and a six (6) month contingency plan have been drawn up to guarantee smooth continuity and the achievement of the programmes objectives.

In addition to the production of

these operational documents, the Program Coordination Unit will hold participatory meetings with the managers of the host institutions of the YABICs in order to offer better living conditions to Aspiring Agripreneurs. The Coordinators of the YABICs, who are the administrative managers of incubation centers, and Aspiring Agripreneurs, who are the essence of the Programmes must therefore be the key target in the communication system.

This amendment will restore serenity and permit the completion of the incubation cycle of the first batch within the next six months and finalise the recruitment process for the second batch. In the next future, the AAs and the EYC project team as a whole, will be working at an accelerated pace to wrap-up with the incubation process of the first batch mindful of the delays, in order to proceed with the second.

Mireille Diyani



Un robot en action dans une entreprise agricole

Et si on digitalisait notre agriculture ?

■ *C'est en tout cas l'une des priorités majeures du ministre Gabriel Mbäïrobe.*

Imaginez une agricultrice de Guidiguis dans l'Extrême-Nord du Cameroun, branchée aux technologies de l'information et de la communication. Imaginez un producteur agricole de Melong au Littoral du pays, connecté aux nouvelles technologies digitales. etc. Imaginez une digitalisation de l'agriculture généralisée au Cameroun, un pays où 62 % de la population vit grâce à la culture de la terre et ses merveilles.

Tous les experts agricoles du monde entier sont unanimes : la numérisation de l'agriculture est une occasion en or pour les pays en voie de développement comme le Cameroun. Grâce à la digitalisation de l'agriculture, il est aisé d'accéder aux dernières informations agricoles, de les stocker, les transférer, les analyser et leur

donner du sens. En même temps, les innovations technologiques rendent moins pénibles les tâches quotidiennes dans les plantations. Du coup, l'agriculture est facilement transformée en secteur rentable, le travail est plus décent, la croissance économique est au rendez-vous et la faim est anéantie. C'est l'une des préoccupations majeures du Ministre Gabriel Mbäïrobe, lui qui est obsédé par les questions agricoles. Pour lui, il faut digitaliser à tout prix l'agriculture camerounaise, car « la digitalisation agricole permet aux paysans de l'arrière-pays sans accès à un système bancaire, d'effectuer ou de recevoir de l'argent gagné grâce à leurs efforts aux champs ». En plus, par le biais des smartphones, ces travailleurs ont la possibilité d'être au courant des pratiques agricoles efficaces, des récentes innovations agricoles, via les services de messageries et des réseaux sociaux. Numériser son agriculture donne accès à de multiples avantages : amélioration de la qualité des plants agricoles à travers le travail avancé des drones, adaptation à la météo, augmentation de la productivité, accès

rapide aux marchés et aux différents prix, inclusion financière, offres de services multiples et rapides, meilleure préservation des ressources naturelles et de la biodiversité, etc.

Dans un contexte où 40 % de la population mondiale a accès à internet, certains chercheurs estiment qu'en Afrique subsaharienne, plus de 70 % des jeunes agriculteurs de moins de 35 ans disposent des téléphones portables leur permettant de commercialiser leurs produits à travers les réseaux sociaux, sans avoir besoin de se déplacer comme auparavant. La digitalisation est créatrice de nombreux emplois. Elle permet même à l'agriculture de redevenir un métier plus attractif et combat l'exode rural, réduisant ainsi de ce fait le nombre de jeunes dégoûtés par la campagne et souvent attirés par la ville, à la recherche d'une vie meilleure.

Rendre le rêve possible

Seulement, en près de 60 ans d'indépendance, la majorité des pays africains peine à passer de l'agriculture archaïque (houe, machette, etc.) à l'agriculture moderne. Selon un rapport du Centre technique pour l'agriculture et la coopération rurale Afrique Caraïbes Pacifique-Union Européenne, la digitalisation de l'agriculture en cours en Afrique ne représente que 6 % de son potentiel. Or, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture est convaincue que l'innovation technologique agricole constitue la quatrième révolution industrielle ou Industrie 4.0, une opportunité énorme de développer l'agroalimentaire mondiale qui compte plus de 570 millions de petites exploitations agricoles. Un secteur essentiel pour le bien-être et l'emploi des habitants de la terre.

Mais, la digitalisation de l'agriculture n'est pas la seule baguette magique capable d'améliorer la vie agricole. Il faut associer à cela les meilleures infrastructures physiques (routes, électricité et connexion internet) et surtout les infrastructures humaines les plus indispensables (détection des talents, alphabétisation et éducation numérique, culture de l'entrepreneuriat). Cela passe par une volonté ferme, sincère et positive des organisations internationales, des dirigeants d'entreprises, des politiques et des citoyens. Un tel scénario passe évidemment par un changement radical des mentalités.

Djaoudjaourou

Le Projet d'appui au développement des filières agricoles, phase II sur les rails !

■ Après la signature de l'accord de financement entre le ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire et le président du FIDA le 25 septembre 2020, le ministre Gabriel Mbaïrobe s'est rendu personnellement à Maroua, pour procéder au lancement officiel de la phase II du PADFA.

Le PADFA II a été porté sur les fonds baptismaux à Maroua. C'était à la faveur de la cérémonie de lancement officiel des activités de ce Projet par le patron de l'Agriculture et du Développement rural du Cameroun, Gabriel Mbaïrobe. Il était question d'informer les acteurs, les intervenants, les bénéficiaires, ainsi que les partenaires techniques et financiers du démarrage effectif des activités de Padfa II. Durant la première phase de ce projet qui s'est étalée sur une période de sept ans, 11,7 milliards de F CFA ont été injectés dans les deux filières que sont le riz et l'oignon, ce qui a conduit à l'amélioration substantielle du revenu des producteurs dans les 11 départements touchés. Il était donc de bon ton que le Projet bénéficie d'une seconde phase. Ce qui a été fait. Pour cette nouvelle phase, quatre régions sont ciblées par le Projet. Il s'agit de l'Ouest, du Nord-Ouest, du Nord et de l'Extrême-Nord. Les bénéficiaires ont témoigné des acquis du Padfa I devant le ministre. C'était également une occasion en or pour ces derniers de revenir sur les difficultés qu'ils rencontrent au quotidien. Au chapitre de ces



La Coordinatrice nationale du PADFA II remettant sa présentation au ministre

difficultés, figurent en bonne place le stockage.

Pour cette deuxième phase, c'est une enveloppe de 33,3 milliards de F CFA qui est mobilisée pour une durée de six ans. Cette enveloppe couvre le montant de l'accord de financement entre le Cameroun et le Fida (78,33%), Global Environment Facilities (3,33%), Gouvernement du Cameroun (14,5%), Bénéficiaires (3,5%), FAO (0,34%). Pour Hélène Marigoh, coordinatrice nationale du PADFA II, il est attendu, entre autres, la réalisation des aménagements hydroagricoles sur 2570 hectares dont 1970 hectares pour le riz et 600 hectares pour l'oignon ; l'appui à la structuration des filières ; l'appui à la commercialisation et à l'accès à la diversité alimentaire. Les principaux critères de sélection sont le dynamisme des organisations demandeuses de l'encadrement du PADFA II, et la représentativité des femmes et des jeunes dans ces groupes. Pour bénéficier des

appuis du PADFA II, les organisations des producteurs devront par ailleurs mobiliser une contribution de 10% des appuis demandés.

La veille de la cérémonie de lancement des activités de Padfa II, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a profité de sa visite de travail dans la région de l'Extrême-Nord, pour se rendre à Gazawa et à Mokong. A Gazawa, il a visité les champs d'oignons. A Mokong, il a inauguré un magasin de stockage et de conservation des produits issus de la culture de l'oignon. C'était une occasion pour lui d'interpeller les agriculteurs à faire preuve d'un grand dynamisme pour la relance du secteur. Deux jours durant, Gabriel Mbaïrobe a situé l'agriculture dans la région de l'Extrême-Nord comme un véritable levier du développement économique de la région, mais aussi du Cameroun tout entier.

Djaoudjaourou

La fraisculture : Une culture en pleine expansion au Cameroun

■ *Longtemps cultivée en occident, la production de la fraise prend de plus en plus corps au Cameroun.*

D'un goût particulièrement sucré, avec une légère arrière saveur acide, nombreux sont ceux qui consomment ce fruit sans toutefois connaître l'origine de sa production. Rendu dans un supermarché à Yaoundé, Minader Infos a effectué un petit sondage. Bonjour madame, savez-vous où sont produites les fraises que vous venez d'acheter ? « Bah c'est évident qu'elles soient cultivées en Europe » souffle Alice Tchatiga qui n'a complètement pas tort. En réalité, ce qu'elle ne s'en doute pas, c'est que, une bonne quantité des fraises achetées dans les surfaces commerciales est désormais produite localement.

Et si on vous disait que les fraises que vous tenez dans vos mains sont cultivées au Cameroun ? « Waouh ! C'est tout simplement encourageable. En plus il n'y a pas une grande différence avec celles de l'Europe. » lance-t-elle avec un air agréablement surpris.

Eh bien ! C'est une réalité. La fraise se cultive déjà sur le sol camerounais. Cette activité agricole est tellement rentable que certains jeunes entrepreneurs commencent déjà à y injecter des fonds propres. C'est le cas de Ndongo Borris, entrepreneur agropastoral.

Borris occupe une parcelle de terrain de 1200m² à Obala (département de la Lékié dans la région du Centre) où il est originaire. Ici, le jeune entrepreneur d'environ 25 ans a aménagé une serre dans laquelle il effectue une opération de multiplication des plants de fraisiers. A l'intérieur, les fragaria vesca sont disposés suivant un alignement et espace précis afin de prélever les stolons (rejet de fraisiers). Ces derniers mis en terre produiront eux aussi plus tard. « Nous procédons par la culture



Ndongo Borris, jeune fraiseur

sous serre afin de protéger les plants contre l'excès d'humidité. En fait le fraisier évolue rapidement et avec moins de contraintes dans les espaces assez ensoleillés. Déjà que ces plantes possèdent des poils qui leur confèrent cette particularité d'absorber l'humidité ambiante autour d'elles. » explique Borris.

Réussir la culture de la fraise, passe par un suivi strict. Le serre est équipé d'un système d'irrigation goutte à goutte qui alimente les plants en eau. Cette option est activée une fois par semaine pendant 30 minutes. « Si vous mettez un plant de fraisier prématuré dans votre jardin sans appliquer un certain nombre de méthodes, vous n'obtiendrez rien. Pour que le fraisier atteigne la maturité et résiste pendant les conditions pluviales, il doit d'abord évoluer dans un espace bien ensoleillé. C'est pour cela que nous utilisons une serre. Passer cette étape, ils peuvent être replantés à l'air libre. » précise le jeune entrepreneur.

Format économique de la fraisculture

Actuellement, les grands bassins de production de la fraise au Cameroun sont Bafoussam, Koutaba, Buea, Obala,

et bientôt Ngaoundéré. La récolte de la fraise s'effectue selon les variétés de fraisiers. L'on a des récoltes qui se font après deux semaines, une fois par mois ou encore après 6 mois. En moyenne, un fraisier produit deux fois par an. Le kilogramme de fraise coûte 10 000 FCFA. Le nombre de fruits par kilogramme varie entre 50 à 60 selon la grosseur. Un hectare de fraisiers peut donner jusqu'à 40 à 60 tonnes de fraises voire plus.

La fraise est un fruit très périssable. Par conséquent, après la récolte, le refroidissement immédiat, le stockage à 0 °C, la pré-

vention des dommages physiques aux fruits, et le transport avec des doses élevées de dioxyde de carbone sont des méthodes employées par les fraiseurs. En outre, il faut prendre soin d'éliminer les fruits malades ou blessés lors de la récolte pour éviter qu'ils ne contaminent les fruits sains voisins. La méthode conservant l'intégrité nutritionnelle d'une fraise restera toujours la consommation immédiate après la récolte. C'est pourquoi, les producteurs vendent sur commande. Les gros clients sont alors les grands supermarchés comme Carrefour, Casino, Santa Lucia (sans publicité). À côté de ceux-ci, se manifestent d'autres clients, notamment les fabricants de vin de fraise, les pâtisseries, les fabricants de yaourts et de crèmes. La demande est si forte que les producteurs actuels ne satisfont pas toujours, même comme ils lorgnent déjà le marché sous régional. Heureusement que Gabriel Mbairrobe accorde une attention particulière à la fraisculture en début d'expansion dans notre pays. Il n'a de cesse de rappeler l'exemple du Sénégal qui est déjà avancé dans cette culture. Vivement que la mayonnaise prenne !

Djaoudjaourou



SODECOTON



Société de Développement du Coton du Cameroun
*Le MINADER et La SODECOTON, résolument tournés vers
l'agriculture de seconde génération, pour un développement durable.*



Siège social: GAROUA
Tél: (237) 22 27 10 80
Fax: (237) 22 27 17 27

Délégation: YAOUNDE
Tél: (237) 22 20 19 72
Fax: (237) 22 20 19 72

Délégation: DOUALA
Tél: (237) 699 99 66 94
Fax: (237) 33 42 46 03

Correspondant en FRANCE
Tél: 01 42 99 53 00
Fax: 01 43 59 54 54
Tél: 644820 E

Pamol Plantation PLC

*Quality finished Products and Proven Planting Materials
Produced through stringent Quality Control procedures*

Crude Palm Oil

Our Palm oil is
Specially Favoured for
Domestic Consumption
and Attractive for
Industrial Use



Rubber

Planted within the
Mount Cameroon
area, our latex is
of very high
quality



Oil Palm seeds

We Guarantee Highest
Level of Seed Purity,
Precocity and sustained
Yield, Resistance to
Vascular Wilt and very
High Oil Content



Supported by a solid Research
Programme developed using the
internationally Recognised Recurrent
Selection Breeding Scheme



**Pamol Laundry Soap is
Highly Solicited for
his Durability and
Excellent Detergence**



CAMEROON

Head Office : Lobe Oil Estate, PMB. 3 Ekondo Titi, South West Region Cameroon
Tel. : +237 77 11 12 47 Fax : +237 77 99 15 97 ;
e-mail : pamol-ibe@pamol-plantation.com; web: www.pamol-plantations.com